

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES
CARACTÈRES DE LA FAMILLE STABLE
D'APRÈS LE PLAY

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le lundi 25 avril 1910, à 1 heure 1/2

PAR

Léopold LEVILLAIN

Avocat à la Cour d'Appel

Président : M. DESCHAMPS, professeur.

Suffragants : $\left. \begin{array}{l} \text{MM. SOUCHON, professeur.} \\ \text{PERREAU, professeur.} \end{array} \right\}$

PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTÉS

A. MICHALON

10, Rue de Vaugirard, 10 (près l'Odéon)

—
1910

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES

CARACTÈRES DE LA FAMILLE STABLE

D'APRÈS LE PLAY

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le lundi 25 avril 1910, à 1 heure 1/2

PAR

Léopold LEVILLAIN

Avocat à la Cour d'Appel



Président : M. DESCHAMPS, professeur.

*Suffragants : } MM. SOUCHON, professeur.
PERREAU, professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTÉS

A. MICHALON

10, Rue de Vaugirard, 10 (près l'Odéon)

1910

A MA MÈRE

*En témoignage de mon profond respect et de ma
filiale affection.*

CHAPITRE PREMIER

La famille stable.

Parmi les phénomènes si complexes et si variés de la vie sociale, Le Play a porté l'effort de ses recherches sur la famille : élément primordial de toute organisation humaine (1).

« C'est la véritable unité sociale, dit-il, et ce sont ces unités qui, en s'agglomérant, constituent les sociétés (2). »

La famille est dans son principe une institution immuable, mais elle subit, dans la forme, d'essentielles modifications.

Elle imprime aux sociétés, selon la façon dont

1. Saint-Simon et Enfantin dans leur *Doctrine sur le couple* et Auguste Comte dans sa *Philosophie positive*, tome IV, p. 398, avaient déjà fait de la famille la vraie unité sociale.

2. LE PLAY. *La Constitution de l'Angleterre*, tome I, p. 163. 1^{re} édition. Aristote dans sa *Politique* définit la société un groupement de familles.

elle s'organise, leur caractère propre. « La famille fonde la société à son image (1) » dit Le Play, et M. Cheysson ajoute : « Tant vaut la famille, tant vaut la nation. »

Au cours de ses voyages à travers le monde, Le Play avait observé trois grands types d'organisation familiale : deux types extrêmes ; la famille patriarcale, particulière à l'Orient ; la famille instable, commune en Occident ; enfin un type moyen qu'il baptisa du nom expressif de famille souche ou stable.

La famille patriarcale. — Aujourd'hui, comme au temps d'Abraham, la famille patriarcale s'abrite sous la tente des pasteurs de l'Orient. Elle se caractérise par la cohabitation de toutes les générations vivantes sous l'autorité indiscutable et indiscutée du père et par le régime de l'indivision des biens.

« Elle maintient dans le régime du travail et dans l'ensemble des rapports sociaux, l'attachement au passé plus que la préoccupation de l'avenir, l'obéissance plus que l'initiative (2). »

Chez les nomades des hauts plateaux de l'Asie à qui la nature des lieux impose ce mode de groupe-

1. LE PLAY. *La Constitution essentielle de l'Humanité*. 2^e édition, page 42.

2. LE PLAY. *L'Organisation de la Famille selon le vrai modèle signalé par l'histoire de toutes les races et de tous les temps*. 4^e édition, page 12, § 4. *La famille patriarcale chez les pasteurs de l'Orient*.

ment, le contraste est vraiment saisissant entre les intelligences toujours en repos et les corps sans cesse en mouvement dans les plaines incommensurables.

La famille instable. — La famille instable présente des caractères opposés. C'est le château de cartes qui, perpétuellement, s'écroule en renversant simultanément les valets et les rois, les petites et les grandes fortunes.

La famille se fonde par l'union de deux époux, s'accroît par la naissance des enfants, diminue à mesure qu'ils s'établissent, meurt enfin au décès des parents (1). Alors le domaine familial est vendu, les héritiers s'en partagent le prix et la famille se dissout. Les membres qui la composaient s'éparpillent ainsi, sans cesse, pour reconstituer de nouveaux foyers.

On voit la situation des enfants. Poussés par un goût immodéré de nouveauté et d'indépendance, ils dépècent implacablement l'entreprise fondée par les parents et trouvent difficilement des moyens d'existence. Ils sollicitent souvent l'appui de l'État, lui demandent du pain et des jeux comme la plèbe romaine, ou des places et des titres, comme la noblesse de notre ancien régime.

Cette instabilité a inspiré de nombreuses doléances.

1. LE PLAY. *La Constitution de l'Angleterre*, tome 1^{er}, page 164 et 167.

En 1865, cent trente-deux manufacturiers et commerçants parisiens adressaient au Sénat une pétition qui a vieilli sans rien perdre de sa force. « Nous croyons, disaient-ils, que l'influence de la loi actuelle (sur les successions) sera fatale au développement industriel et commercial de la France. Tandis que l'Angleterre, sous l'empire de la liberté testamentaire, voit grandir et se perpétuer chez elle des établissements industriels et commerciaux ; chez nous, l'œuvre du père est rarement continuée par le fils. »

La pétition que les sénateurs de l'Empire ont discrètement étranglée entre deux portes se terminait par une prophétie qui est en train de se réaliser.

Edmond About a rassemblé toutes ces plaintes dans un croquis à la Callot : « Le père fonde une industrie et meurt ; tout est vendu et partagé ; la maison ne survit pas à son maître. Un fils a du courage et du talent ; il fonde une autre maison, réussit, devient presque riche et meurt. Nouveau partage, nouvelle destruction ; tout est à recommencer sur nouveaux frais. L'agriculture en souffre, le commerce en souffre, le sens commun en rougit (1). »

Ce type de famille est chez nous très commun depuis que la Convention par le décret du 7 mars 1793 et Napoléon par le Code civil ont assujéti la France au partage forcé.

1. E. ABOUT. *Le Progrès*, in-8, page 295.

Entre la vieille construction de la famille patriarcale et les sables mouvants de la famille instable, se place une troisième forme d'architecture familiale, qui a conquis la sympathie réfléchie de Le Play, c'est la famille-souche ou stable.

La famille souche ou stable. — La famille souche ou stable est fixée au sol, à la maison de commerce, à l'usine et ne se déplace pas comme ces arbustes de nos promenades publiques qu'on promène de temps à autres sur des camions dans les rues de Paris.

L'un des enfants mariés — fils ou fille — vit en communauté avec les parents et prend le titre « d'héritier associé (1) ».

Ils élèvent les enfants, leur donnent une éducation, une instruction conformes à leur condition, établissent avec les meilleures chances d'avenir et selon leurs goûts les membres qui n'ont pas gardé le célibat sous le toit domestique.

Si l'héritier associé meurt sans enfant, la veuve (quand elle ne se remarie pas) continue à jouir dans la maison du bien-être des célibataires:

Les membres établis au dehors n'hésitent pas à laisser des situations avantageuses pour remplir au foyer domestique les devoirs d'héritier.

Les autres enfants cherchent fortune dans la métropole ou aux colonies, sans jamais perdre contact

1. LE PLAY. *L'Organisation de la Famille*, page 10.

avec le sol natal. L'ensemble du groupe assure l'alliance de l'esprit de tradition et de nouveauté. Les jeunes idées, les vieilles opinions se rejoignent de temps en temps dans les frondaisons de l'arbre héréditaire comme les oiseaux dans le lierre des grands murs.

L'observation avait révélé à Le Play que la famille stable était éminemment féconde. « Les premiers nés de l'héritier dit-il, suivent immédiatement les derniers nés de ses parents. Parfois même les naissances appartenant à deux générations successives ont lieu simultanément pendant quelques années (1). » Résultat très logique. Quand le père sait que chaque enfant qu'il procréé restera le soutien du foyer, que les aînés l'aideront à élever les plus jeunes, il sera porté à augmenter le nombre des descendants.

L'histoire ne vient-elle pas corroborer cette observation. A Rome, tant que l'autorité du père de famille s'est maintenue forte, le nombre des citoyens n'a cessé de grandir ; le jour où elle a été atténuée, la natalité a diminué au point de devenir un péril pour l'État.

C'est la famille stable qui fait aujourd'hui la force de l'Angleterre.

Cette famille stable, Le Play nous en a présenté le modèle en France dans le tableau de la famille

1. LE PLAY. *L'Organisation de la Famille*, page 32.

Mélouga qu'il est allé étudier en 1856 dans le Lavedan. Il nous en a dit les joies, les espoirs et les tristesses ; cette pauvre famille s'est longtemps débattue contre le Code civil et en 1889, M. Cheysson l'est allé voir mourir !

*
* *

Notre intention est de montrer qu'il n'est pas d'organisation familiale prospère ni durable sans les trois grandes conditions dont Le Play fait précisément les caractères essentiels de la famille stable :

La propriété familiale,

L'autorité paternelle,

La vertu et l'industrie domestique de la mère.

Et comme de la solidité ou de la désagrégation de la famille dépendent la prospérité ou la décadence de l'État, il importe que nous la protégeons ; car « il faut, comme l'a dit excellemment Vico, qu'en supposant les dernières calamités, les familles subsistent comme origines de nouvelles nations. »

CHAPITRE DEUXIÈME

La propriété familiale.

Le Play passe de coutume pour un des plus fermes apologistes de la propriété individuelle.

Cependant, rompu, comme il l'était, à l'observation des phénomènes sociaux, il s'est bien gardé de considérer le droit de propriété comme un principe absolu et intangible, ou, ainsi qu'on le dit parfois, comme un droit naturel.

Il a admis qu'il pût exister divers modes de tenure et il a montré comment chacun d'eux, et le communisme lui-même, présente des inconvénients et des avantages (1).

Il a fait mieux, bien loin de vanter les mérites de

1. Voir notamment : LE PLAY. *La Réforme sociale en France déduite de l'observation comparée des peuples européens*. 2^e édition, tome I, page 195.

la propriété individuelle (1), il les a méconnus, il ne paraît avoir vraiment estimé que ceux de la *propriété familiale*.

Le Play ignore ou veut ignorer l'individu, pas plus qu'il ne le conçoit vivant à l'écart du groupe familial, il ne l'imagine possédant et cultivant en dehors du domaine paternel. « Ce n'est pas d'individus, qu'une nation est composée, dit-il, mais de familles. » — « En soudant bout à bout des chaînons éphémères, dit M. Cheysson, la famille forme une chaîne indéfinie qui relie les générations à travers les siècles. » Et, suivant le mot profond de Taine, elle est encore le seul remède qu'on ait trouvé contre la mort.

Or, la famille a besoin de se fixer sur le sol pour y prendre racine, y trouver un abri, un nid : la maison.

La maison, c'est le prolongement de notre personnalité et cela lui donne un rôle presque humain. C'est là que nous venons nous reposer, rire et pleurer, naître et mourir. La maison, c'est presque la vie toute entière.

Aussi Le Play déclare le foyer domestique la pro-

1. En plus d'un endroit de son œuvre, Le Play écrit *propriété individuelle* au lieu de *propriété familiale* ; ce qui est certain, c'est qu'il estime la propriété individuelle comme la propriété familiale en proportion des vertus morales dont elle est le prix. Voir : *Réforme sociale*, tome I, page 194.

priété par excellence et il en fait le caractère essentiel de la famille stable : « Une des plus fécondes traditions du continent européen, dit-il, est celle qui assure en beaucoup de contrées, à chaque famille riche ou pauvre, la propriété de son habitation. (1). » Par là sont sauvegardés la dignité et l'indépendance de la famille. « La famille stable possède et se transmet de génération en génération son foyer tandis que la famille instable le tient à location. » Pas de famille solidement constituée là où le foyer n'est pas fixe. Est-il, en effet, de désordre plus navrant que le triste voyage de ces ouvriers parisiens qui, chassés tous les trois mois du réduit qu'ils occupent, en cherchant anxieusement à chaque terme un nouveau pour abriter leur misère.

« La coutume essentielle aux générations successives des bonnes familles souches de l'Europe a pour traits principaux l'habitation du foyer bâti par le fondateur de la race. »

La famille jouit ainsi d'un grand avantage économique, elle ne sera pas obligée de prélever chaque jour sur son salaire la somme destinée à payer le loyer. Car, « certains peuples, dit-il, avec mélancolie, ont adopté la fâcheuse habitude de prendre des habitations à loyer. »

Et Le Play nous décrit une maison du Paris mo-

1. LE PLAY. *Réforme sociale*, tome I, p. 251.

derne destinée aux familles de condition modeste.

Construite avec le luxe monumental qui ne s'appliquait autrefois qu'à des palais, elle est divisée par cinq planchers en six étages qu'un escalier splendide met en communication avec la voie publique. Elle s'étend sur une surface considérable de sorte que chaque étage comprend plusieurs appartements habités par autant de ménages distincts. Là, les familles sont enchevêtrées par l'usage commun de l'escalier et souvent par le fractionnement des appartements en deux ou trois parties.

Le propriétaire, qui n'habite jamais la maison, se soucie peu des mesures d'ordre et de propreté.

Dans de telles maisons, le foyer domestique consiste souvent en une pièce unique dans laquelle les membres de la famille sont confondus sans distinction d'âge ni de sexe.

Et il faut payer un loyer fort cher et susceptible d'augmentation, car, au temps de Le Play, on rencontrait déjà des propriétaires renouvelant leurs locataires aussi fréquemment que leurs valeurs de bourse. « On voit encore, dit-il, quelques propriétaires de maisons qui, conservant la tradition paternelle, se feraient un scrupule d'augmenter, au détriment d'anciens locataires, les prix établis d'il y a trente ans. Dans l'opinion qu'on se faisait autrefois de la sainteté du foyer domestique on aurait envisagé comme une mesure d'extrême rigueur l'expulsion d'une famille

incapable de supporter un accroissement de loyer (1).

Aujourd'hui, de tels scrupules n'embarrassent plus les propriétaires, les uns chassent impitoyablement les familles qui s'accroissent d'un enfant, les autres disent cruellement: « Quand on n'a pas de quoi payer son terme, il faut avoir une maison à soi. »

C'est ce que Le Play a voulu, « la maison à soi », il l'a voulue pour tous, pour ceux surtout qui n'ont pas de quoi payer leurs termes ; c'est d'elle qu'il s'agit, quand il parle avec émotion de « la sainteté du foyer domestique ».

Il s'est efforcé avec ses disciples de faciliter son acquisition aux familles ouvrières. Par les *Building societies* (2) l'ouvrier devient propriétaire sans dépenser plus que s'il avait payé son loyer.

1. *La Réforme sociale*, t. I, p. 256 et suivantes, § 25. Le foyer domestique.

2. *La Réforme sociale*, t. I, p. 253. En Angleterre, les *Building societies* se présentent sous deux variétés. Tantôt ce sont des associations temporaires, tantôt des associations permanentes.

Sous leur forme temporaire, elles sont fondées par des employés, ouvriers désirant acquérir une maison. Ils versent une cotisation périodique. Lorsque les cotisations versées forment une somme équivalant au prix d'une maison, on remet cette somme à l'un des associés souvent désigné par le sort. Celui-ci donne, à la société, une hypothèque sur l'immeuble qu'il achète et lui sert des annuités. Ces annuités jointes aux cotisations fournissent bientôt le prix d'un second immeuble et

C'est aussi une application des enseignements de Le Play que l'on retrouve dans les idées émises par M. Vandervelde lorsqu'il demande qu'on transporte le domicile des familles ouvrières des villes à la campagne. Les Compagnies de chemins de fer belges ont facilité l'application de ce système et on estime à plus de 100.000 le nombre des ouvriers qui tous les jours font ainsi la navette entre la ville et la campagne.

C'est à la campagne que se maintient surtout le principe de la possession du foyer stable. « En France, la possession des habitations est restée jusqu'à ce jour un des traits frappants de l'existence des familles rurales (1). » Et ailleurs « l'agriculture offre seule aux familles souches un moyen permanent de travail et de subsistance. » Mais on la rencontre aussi dans les grandes villes.

l'on continue jusqu'à ce que tous les associés soient pourvus. A ce moment, la société se dissout.

Mais c'est sous leur forme permanente que les Building societies se sont développées. Elles comprennent alors deux catégories de membres bien distinctes : des capitalistes qui cherchent l'intérêt de leur argent ; des petits employés ou des ouvriers qui cherchent l'argent nécessaire pour construire une maison. Dès 1865, dans la seule ville de Birmingham, elles englobaient 10.000 membres, encaissaient 37 millions de recettes annuelles et avaient bâti plus de 8.000 maisons.

1. *Réforme sociale*, t. I, p. 363.

L'habitation occupée par chaque famille est située au milieu du domaine. La plus modeste comprend au moins quatre pièces. La première est spécialement occupée par le chef de famille et sa femme ; la seconde par l'héritier-associé, sa femme et leur plus jeune enfant ; les deux autres par les enfants du chef de famille et de l'héritier, par les parents célibataires et par les serviteurs séparés selon les sexes.

A la campagne et dans la banlieue, ces habitations ont toujours pour dépendances naturelles un jardin donnant des légumes et des fruits et, selon l'aisance de la famille, quelques bâtiments destinés aux animaux domestiques comme les volailles, les porcs, les chèvres, les vaches laitières, les ânes et les chevaux.

Pour les artisans, le foyer domestique est complété par un atelier de travail.

Les familles des classes supérieures mettent leur foyer en harmonie avec des convenances d'un ordre plus élevé.

Elles multiplient les chambres consacrées aux divers membres de la famille et affectent des pièces spéciales aux repas, aux exercices intellectuels, aux objets rappelant le souvenir des aïeux. Enfin, à proximité de l'habitation, se trouve le tombeau de famille, « pieux usage conservé dans toute civilisation qui repose sur le sentiment profond de la vie future ».

Et Le Play remarque que cet *usage* qui contraste heureusement avec la déplorable organisation de

nos cimetières n'est pas complètement abrogé en France. Il ne voit pas sans tristesse qu'en ce qui concerne l'habitation des morts, la plupart des chrétiens modernes s'inspirent de sentiments moins délicats que les grandes nations païennes de l'antiquité.

Le Play aime à nous décrire par le menu le modèle du grand propriétaire foncier.

« Le grand propriétaire résidant, que l'opinion considère comme un modèle, a son établissement au centre même du domaine. Il consacre à la localité tout le temps que laissent disponible ses devoirs publics. Sa famille s'y établit elle-même en permanence, et elle a tout le développement que comporte à ce niveau social la famille-souche.

Sous la surveillance de cette famille et avec le concours de ses domestiques, le propriétaire cultive en régie les terres contiguës à l'habitation ; et il concède le surplus aux diverses catégories de tenanciers. Il annexe habituellement à son exploitation une usine centrale, où s'élaborent sous une multitude de formes les produits bruts de la contrée, soustraits ainsi à la nécessité de transports lointains. Il élève même à son propre compte des ateliers ayant pour objet le travail des métaux et du bois. Il pourvoit ainsi à l'entretien du matériel rural et surtout de ces ingénieuses machines qui ouvrent maintenant des voies nouvelles à l'agriculture. Il se plaît enfin à conserver les meilleures espèces de plantes et d'animaux, ou à

importer celles qui jouissent en d'autres pays d'une juste renommée.

L'habitation du grand propriétaire est le lieu de réunion accoutumé de toutes les classes de la population, qui y reçoivent toujours, selon la condition propre à chacune d'elles, accueil cordial, conseils et services, protection et assistance.

Largement pourvue de toutes les ressources que donne une grande situation sociale, mais repoussant le luxe qui ne se rattache pas à de vrais besoins intellectuels et moraux, elle offre en permanence une hospitalité généreuse aux étrangers d'élite qui y apportent les idées, les sentiments et les mœurs des sociétés les plus perfectionnées. Une bibliothèque et d'autres collections, créées par le concours des générations successives, s'y enrichissent selon le progrès des lettres, des sciences et des arts.

Elles assurent à la localité les moyens d'instruction que le Partage forcé désorganise de nos jours en France dans l'intérêt des musées urbains, souvent au profit des grands propriétaires étrangers, toujours au détriment de nos campagnes. La famille garde avec un soin religieux le souvenir de tous les événements mémorables qui ont pu mêler son histoire à celle du pays ; elle conserve, avec les images et les tombeaux des ancêtres, les témoignages de reconnaissance publique qui leur ont été décernés. Ce pieux respect pour les morts élève l'âme des vivants,

il fait jaillir de chaque foyer les vraies sources du patriotisme. L'habitation reste remplie, alors même que le service public appelle au dehors le chef actif de la famille et ses fils aînés, de vieux parents blanchis au service de l'État, des femmes chastes et dévouées, de nombreux enfants, des collatéraux de tout âge ; des aides et des serviteurs de toute condition y maintiennent sans effort les traditions d'honneur et de grâce, les habitudes de travail, la vie intellectuelle et la gaieté (1). »

Les domaines des paysans à familles stables qui entourent l'habitation du propriétaire résidant forment un ensemble bien aggloméré au centre duquel se trouvent leur habitation, ainsi que les écuries, les granges et les étables.

Un herbage clos de haies vives et d'arbres de hautes futaies est livré au parcours des jeunes animaux et des volailles. Une prairie naturelle, close également, donne au printemps des fourrages secs et à l'automne un pâturage abondant.

Les taillis procurent le bois nécessaire à l'entretien des bâtiments, il donne aussi le combustible pour le foyer et le four à pain.

Les pommiers des herbages fournissent la boisson de la famille, le jardin produit les légumes et sou-

1. *Réforme sociale*. t. I, § XXXIV : Modèle du grand propriétaire foncier, page 391.

vent les médicaments indiqués par des recettes traditionnelles.

Le domaine d'un paysan à famille stable n'est pas seulement un atelier agricole, c'est encore un atelier domestique et même manufacturier.

On y fait les travaux du ménage, le blanchissage du linge, l'entretien des vêtements. On y fabrique les objets variés appartenant à l'outillage, au mobilier, aux bâtiments. Et ils sont plus solides, plus avantageux que ceux vendus par les usines.

Cette organisation de la propriété familiale apparaît dès lors avec une foule d'avantages et ces petits domaines ruraux sont surtout dignes d'éloge au point de vue moral.

L'autorité paternelle est incontestée dans une habitation isolée, « elle s'offre aux enfants avec une majesté que ne balance directement aucun autre pouvoir social. »

Les familles, séparées les unes des autres, ne craignent point les inconvénients qu'engendrent des contacts trop intimes, et elles sont assez rapprochées pour jouir des relations d'amitié qui préparent les mariages.

Il s'établit ainsi une union étroite entre les domaines ruraux et les familles et ainsi se perpétuent les races de paysans, sobres et énergiques, rompus au travail et à l'épargne et imbus de l'esprit national.

C'est principalement en Angleterre que la propriété familiale est en honneur. « Les familles des classes moyennes se refuseraient formellement à délaissier leurs petites maisons à mesquines façades pour se grouper dans des palais et se soumettre aux exigences d'un rapprochement incompatible avec les plus simples règles de l'ordre moral (1). »

Et de fait, il faut voir dans le goût du *home*, de son *comfort*, de sa dignité une des causes principales de la prospérité des anglo-saxons.

Qui a voyagé en Angleterre, retrouve dans certains *cottages* comme une réminiscence des vieux logis normands. Telles « ces imitations des anciennes maisons en pans de bois dont les types les plus curieux sont encore à Caen et à Lisieux » ; telles ces murailles enguirlandées de plantes grimpantes et par là gracieuses même en hiver, « traditions dont l'origine se retrouve dans le Cotentin où les plus pauvres maisons de paysans ont gardé le même caractère depuis des siècles et richement vêtues de glycines sourient au soleil au milieu des vergers et des pommiers en fleurs. »

Il est bon pour la famille d'avoir un coin de terre, un jardinet, un courtil comme on dit en Normandie en souvenir sans doute du mot latin *hortus*.

1. *Réforme sociale*, t. I, § XXV : Le foyer domestique, p. 255 et suivantes.

C'est lui qui rend vraiment la famille stable, qui la fixe au sol et le lui fait aimer ; c'est au foyer que la famille, même la plus modeste, fixe ses traditions, range ses archives comme des reliques à pieusement garder.

Lorsque la coutume du foyer individuel est établie, il y a tout un ensemble de causes morales dont l'action est infiniment précieuse.

L'esprit de travail et d'épargne est merveilleusement stimulé. Chacun veut arriver à la possession de son foyer et il y met tous ses efforts.

Lorsque ce but est atteint, la famille a désormais des intérêts fixes et stables, elle aime d'abord sa maison, elle l'embellit, et ce sont là les moins sottes et les moins stériles des dépenses. « Quand la maison est triste, dit Rousseau, on va s'égayer ailleurs. »

La famille désire ensuite la prospérité du pays, car pourrait-on comprendre qu'elle ne soit pas intéressée à la bonne marche des industries et des exploitations qui sont le centre même de tous ces foyers.

C'est par l'institution du bien de famille insaisissable (1) qui nous est venu d'Amérique sous le nom

1. L'établissement de cette législation est la glorification la plus éclatante des idées de Le Play, non seulement parce qu'elle assure la perpétuité du foyer, mais parce qu'elle est un exemple de l'importance de l'observation et de la méthode expérimentale en matière sociale.

de *homestead* que nous bâtons le foyer qui fait la famille grande et indépendante, l'homme heureux, la nation prospère.

C'est ce foyer qu'il faut rendre au travailleur, aujourd'hui balloté par les événements, entraîné par la vie dans tous les coins de l'univers. Devenu le grand vagabond, il se résigne et il travaille, son cœur n'a jamais cessé d'en souffrir.

La France entière en souffre et M. Maurice Barrès a bien dit la parole qui est au fond de tous les cœurs : « Notre terre nous donne une discipline et nous sommes le prolongement de nos morts. Voilà sur quelle réalité nous devons nous fonder. »

C'est la ville qui, en ruinant, en partie, la propriété familiale, a jeté la famille dans une promiscuité nuisible à sa dignité et à ses mœurs, c'est à la campagne que se relèveront et se développeront les foyers stables. Rousseau disait dans *L'Émile* : « Les hommes ne sont point faits pour être entassés en fourmilières, mais épars sur la terre qu'ils doivent cultiver. Plus ils s'assemblent, plus ils se corrompent. Les infirmités du corps ainsi que les vices de l'âme sont l'infaillible effet de ce concours trop nombreux. L'homme est de tous les animaux celui qui peut le moins vivre en troupeau. Des hommes, entassés comme des moutons, périraient en peu de temps. L'haleine de l'homme est mortelle à ses semblables; cela n'est pas moins vrai au propre qu'au

figuré. Les villes sont le gouffre de l'espèce humaine. Au bout de quelques générations les races périssent ou dégénèrent : il faut les renouveler et c'est toujours la campagne qui fournit à ce renouvellement (1). »

De nos jours, Émile Verhaeren, le poète des campagnes hallucinées a lancé des vers enflammés contre « la pieuvre ardente et la ville tentaculaire » et Brizeux, le doux poète de Bretagne, chantait naguère dans *Le Pays*.

« Oh ! ne quittez jamais, c'est moi qui vous le dis,
« Le devant de la porte où l'on jouait jadis...
« Car une fois perdu parmi ces capitales,
« Ces immenses Paris aux tourmentes fatales,
« Repos, franche gaieté, tout y vient s'engloutir,
« Et vous les maudissez sans en pouvoir sortir ! »

Ici, comme ailleurs, ce sont les poètes et les moralistes qu'il convient d'écouter.

Le Play néglige le point de vue réaliste des économistes classiques qui consiste à se demander quel est le meilleur mode de tenure en vue de la production, il se demande, lui, quel est le meilleur mode de tenure en vue du bonheur moral, ou, comme il dit, en vue de *la paix sociale* et, de nouveau, il conclut à l'excellence de la propriété familiale.

Sans doute, celle-ci lui apparaît comme devant

1. J.-J. ROUSSEAU. *L'Émile*, livre 1^{er}, page 36.

fournir le pain quotidien de la famille et cela avec une régularité, une facilité qui font du foyer « un centre permanent de protection et de vie » mais, ce qu'il aperçoit le mieux, ce sont les avantages immatériels qu'elle comporte et les joies psychologiques qu'elle procure.

« Plus j'étudie le problème social, dit-il, et plus je m'assure que le premier degré du bien-être ne consiste pas à étendre les satisfactions physiques, mais bien à éprouver les jouissances morales que donne la propriété. »

Ces jouissances si précieuses, essayons de les déduire après lui.

La première est de pouvoir fixer dans des objets matériels les affections de famille et toutes les joies qu'elles procurent, de pouvoir faire participer les traditions et les souvenirs à la pérennité et à la matérialité des choses, de pouvoir, pour ainsi dire, donner un corps et un visage à l'âme familiale.

Ce corps et ce visage, c'est, nous l'avons vu, la maison paternelle, qu'il veut simple, frugale, exclusivement réservée à la maisonnée, exempte de locataires et démunie de concierge (1) ; c'est le verger et le champ où il est doux de semer pour ses fils, après que, tout petit, on a vu le père y semer pour soi-même (2), c'est jusqu'aux humbles arbres qui déco-

1. *Réforme sociale*, t. I, p. 336, 338, 346.

2. *Réforme sociale*, t. I, p. 340.

rent l'enclos et dont Le Play, retenu dans Paris par les exigences de « l'économie sociale », ne parle jamais qu'avec la mélancolie d'Ulysse regrettant la fumée de son toit (1).

Le second avantage qu'il trouve à la propriété familiale avait déjà été signalé par les économistes qui le rapportaient à la propriété individuelle : c'est la joie de créer et le plaisir de voir naître, c'est le sentiment de notre force et de notre utilité.

Ce sentiment, Le Play l'a plusieurs fois analysé et vanté.

« Le pouvoir d'agir et de créer est, dit-il, une jouissance morale parfaitement distincte des avantages matériels qui résultent de la création et de l'action » ; mais il l'a, en même temps, épurée et ennoblie, en la faisant altruiste, détachée de toute arrière-pensée personnelle.

Pour lui, le plaisir de créer est celui du père de famille ou du fils aîné occupés à assurer la subsistance de la « maisonnée » et « le geste du semeur », ne lui paraît auguste que parce qu'il sème pour les autres.

Aussi la propriété familiale vaut par les sentiments qu'elle procure et non par la fécondité qu'elle dé-

1. Voir dans *Le Play d'après sa correspondance*, par Ch. de Ribbe les lettres dans lesquelles Le Play fait part à son ami des regrets qu'il éprouve touchant ses châtaigniers de Ligoure.

ploie ; c'est en ce sens qu'elle est une des conditions du bonheur des familles et par delà du bonheur des peuples.

*
* *

Comment la propriété familiale peut-elle être organisée et maintenue ?

Quel doit être son régime légal et économique ?

C'est la question qu'il faut nous poser d'après Le Play.

Il l'a résolue en mettant deux conditions à son régime.

La première est connue et son nom reste attaché, dans le grand public, au nom même de Le Play : c'est la *transmission intégrale*.

Le seconde a été moins remarquée, encore qu'elle soit essentielle : c'est la modicité, l'égalité, l'universalité surtout des propriétés familiales. Il est incontestable que Le Play, qui a eu en cela des prédécesseurs tels qu'Aristote et Montesquieu, pencha, toute sa vie, vers un système social dans lequel les fortunes modestes mais suffisantes et départies à toutes les familles seraient et demeureraient à peu près égales.

Cette préférence était dans la logique de son système : dès l'instant qu'il concevait le bonheur comme une harmonie entre les individus et entre les classes,

il devait proscrire de la société toutes les inégalités susceptibles d'engendrer la discorde.

Tantôt, il explique que la propriété ne vaut que par la moralité qui la nivelle ou la maintient égale pour tous. « Sans moralité, dit-il les paresseux abondent : seuls, les forts, les hardis, les rusés deviennent riches. » Tantôt, il exalte les charmes de la frugalité qui accompagne une égale répartition des richesses, il condamne et flétrit le luxe qui accompagne une inégale distribution (1).

Enfin, voici un passage où il dit expressément :

« L'existence d'une classe nombreuse privée de toute propriété est un fait nouveau et accidentel. Les nations manufacturières de l'Occident, parmi lesquelles cette désorganisation sociale s'est produite, doivent remédier à ce vice honteux de leur constitution présente (2). »

Ici, Le Play nous renvoie à ces monographies d'ouvriers propriétaires de l'Orient (3) qu'il a lui-même dressés avec un soin si heureux et une sympathie si complète.

Entre autres raisons qui font que l'ouvrier de la France contemporaine n'est pas prêt de connaître

1. Voir notamment. *Réforme sociale*, t. I, p. 81.

2. Voir notamment : *Réforme sociale*, t. I, p. 202.

3. Voir notamment dans les *Ouvriers européens* la monographie IV : Forgeron de l'Oural et V : Charpentier de l'Oural.

semblable béatitude, Le Play a aperçu et noté l'institution du *partage forcé* ; par suite, le rétablissement de la *liberté testamentaire* dans nos lois ; de la *transmission intégrale* dans nos coutumes est la seconde condition qu'il met à un bon régime de propriété familiale.

Nous allons analyser les raisons que fournit Le Play contre le maintien de notre régime successoral et les avantages qu'il aperçoit à un rétablissement de la liberté de tester.

Les raisons que fournit Le Play sont de trois sortes : morales, économiques et historiques.

RAISONS MORALES.

Le Play a surtout insisté sur les raisons morales et sa critique du partage forcé pourrait se résumer dans une ligne. « Il désorganise la société tout entière parce qu'il désorganise la famille. »

Le foyer familial peut rester inaccessible à l'action des lois, c'est un centre fermé, nul n'y pénètre sans que la volonté qui l'anime ne l'ait permis.

Dans cette lutte entre la puissance publique et la volonté privée, le dernier mot restera toujours à cette dernière.

L'État pourra isoler l'individu ou la famille, il lui sera possible d'entraver leurs rapports avec leurs sem-

blables, il ne pourra pas faire plus. L'organisation juridique pourtant si parfaite de l'ancienne Rome s'est usée contre la famille et devant elle les lois caducaires sont tombées impuissantes ; la brutalité des légionnaires, la puissance des licteurs n'a pu arrêter ni étouffer le sentiment religieux que dans les consciences humaines douze apôtres avaient semé.

Mais il est un moment de la vie des familles où celles-ci, un instant désorganisées, faiblissent dans leur force de résistance.

Ce faisceau d'intérêts et d'affection se desserre un moment : c'est lorsque le lien qui les unit se rompt, c'est lorsque la mort frappe le père de famille.

Avant qu'elle soit ressaisie par le nouveau chef, la famille se désagrège un peu, c'est le moment que la puissance publique choisit pour agir.

Elle pénètre alors dans ce domaine fermé et si, à ce moment, son effort est bien dirigé, il peut suffire à modifier la constitution de la famille.

De là, toute l'importance sociale de l'organisation successorale.

Ce n'est donc que lentement, successivement, que l'État pourra agir sur la famille pour la modifier et la pétrir comme il le veut, mais il y arrivera.

Il y arrivera même assez rapidement.

Cette question du régime successoral semble donc tout d'abord, n'être qu'une question de législation ;

Le Play y a vu, avec raison, une question sociale de la plus haute importance.

Les innombrables régimes de succession se ramènent à trois types principaux : (1) la conservation forcée, le partage forcé et la liberté testamentaire.

Les deux premiers procèdent de l'idée suivante :

« L'État veut contrarier l'effet des volontés individuelles. »

Il a deux moyens : ou bien — et c'est le premier régime — il exigera que dans son intégralité le bien de famille se transmette aux générations successives, ce bien passera à un héritier sans que son propriétaire puisse choisir celui qui lui succédera. Ce sera tantôt l'aîné des enfants mâles, tantôt l'aînée de la descendance des filles ; quelquefois, ce seront, comme en Écosse, les seuls immeubles qui se transmettront ainsi ; quelquefois, comme en Allemagne, ce seront seulement les biens acquis par l'héritage à l'exclusion de ceux acquis par le travail ou l'épargne ; quelquefois encore ce ne seront que certaines terres, dites terres nobles. Peu importe, le principe est le même.

Ou bien, — et c'est le second système — l'État exige que le patrimoine familial soit partagé.

Le type même de ce régime a été celui institué par la loi du 7 mars 1793 et 5 et 12 brumaire an XII.

1. Voir notamment *Réforme sociale*, t. I, p. 162 et suiv.

Le père de famille n'avait plus aucune disposition testamentaire à prendre, tout était minutieusement, rigoureusement réglé par la loi.

Au moment de la mort du père de famille, la machine se mettait en mouvement, séparant, divisant automatiquement, donnant à chacun sa part.

Le Play constate avec tristesse que dans aucun pays civilisé, il n'a jamais vu d'exemple pareil.

Il est vrai que cette législation fut éphémère, mais malgré les modalités qui l'affectent, c'est bien aujourd'hui le même régime qui nous régit.

Le Play rattache sous ce mot de *partage forcé*, tous les régimes sous lesquels le propriétaire ne peut, disposer au moins de la moitié de ses biens (1)

Il a rencontré ce régime, en France, en Russie, en Espagne, en Portugal, dans plusieurs cantons suisses, en Turquie « et dans les États barbaresques ».

Le troisième système procède au contraire d'une idée opposée: « Le législateur s'abstient en laissant au propriétaire le pouvoir de choisir le régime de transmission qui lui convient. » C'est le système de la *liberté testamentaire*.

Cette liberté est, elle aussi, plus ou moins absolue et lorsqu'une portion de bien échappe à son action, on la nomme : *légitime* ou *bien substitué*.

Tels sont réduits à leur plus simple expression,

1. *Réforme sociale*, t. I, p. 175 et suivantes.

les trois grands régimes organisés par les diverses législations.

Le plus parfait, aux yeux de Le Play, est le régime de la liberté testamentaire. Les deux premiers systèmes « ne tiennent aucun compte des richesses morales et intellectuelles, des droits et des devoirs sociaux et en général des valeurs immatérielles qui constituent la plus précieuse part de toute succession. Ils admettent implicitement que l'héritage n'est qu'une somme d'argent à répartir entre des individus qui resteraient sans liens soit avec les plus proches parents, soit avec les descendants ou les ancêtres, soit avec la commune, la province ou l'État (1) ».

C'est là une erreur si préjudiciable qu'elle creuse l'abîme où notre nationalité périra.

Le Partage forcé dans le Code civil.

« Notre Code, dit M. Renan, semble avoir été fait pour un citoyen idéal, naissant enfant trouvé et mourant célibataire ; un Code qui rend tout viager, où les enfants sont un inconvénient pour le père, où toute œuvre collective et perpétuelle est interdite, où les unités morales, qui sont les vraies, sont dissoutes à chaque décès, où l'homme avisé est l'égoïste

1. *Réforme sociale*, t. I, p. 190 et s. Chap. XXI, § VII.

qui s'arrange pour avoir le moins de devoir possible, où la propriété est conçue non comme une chose morale, mais comme l'équivalent d'une jouissance toujours appréciable en argent, un tel Code, dis-je, ne peut engendrer que faiblesse et petitesse (1). »

Voici résumés, ce que Le Play appelait les faux dogmes de 1789 désignant les idées ruineuses et dissolvantes qui faussaient alors les esprits.

La critique la plus acerbe que mérite le Code civil s'adresse à l'article 832.

Lorsque par suite du désaccord des héritiers, on ne peut procéder à un partage amiable, la loi veut que non seulement les lots soient de valeurs égales, mais que chaque lot comprenne respectivement des biens de nature semblable. Ainsi dans la composition des parts, il faut une similitude absolue. Un immeuble est attribué à l'un, il faut un immeuble au second ainsi qu'au troisième, et non pas des immeubles quelconques, un immeuble de ville en face d'un immeuble de campagne, mais des immeubles d'exploitation semblable.

Ici, le patrimoine est haché contre le sentiment d'une véritable justice. C'est à cet article que Tocqueville faisait allusion quand il disait que notre régime successoral était « une machine qui fait tout voler en éclats ».

1. RENAN. *Questions contemporaines*, Préface, p. 3.

Rien ne serait plus facile que de réformer cette manière de faire, si les réformes ne se heurtaient à l'inertie des hommes de loi lorsqu'ils se croient menacés dans le taux de leurs honoraires ou dans leurs prérogatives professionnelles.

On n'aurait qu'à faire fonctionner dans le cercle des héritiers une mise aux enchères pour déterminer celui d'entre eux qui recueillera le bien et le prix qu'il y devra mettre.

Mais la disposition qui exerce l'action la plus meurtrière contre l'unité du bien de famille, c'est l'adage :

« Nul n'est tenu de demeurer dans l'indivision. »

Ce n'est plus le partage égal, c'est le partage forcé.

Une fois le père de famille mort, la loi désire que sa fortune se liquide rapidement sur le principe de la division des parts.

L'indivision est considérée par notre droit comme quelque chose de haïssable. Seuls, les majeurs peuvent convenir qu'ils resteront dans l'indivision, encore pendant cinq ans, au plus.

Notre génération a été élevée dans cette idée que la famille devient à la mort du père un foyer de discorde, un centre où la paix ne peut s'obtenir que par la séparation. Un seul héritier contre le désir de tous les autres peut, quand il lui plaît, exiger cette séparation.

Une idée qui se discute depuis quelques années

est celle d'une « propriété collective ». C'est à elle que se rattachera désormais cette conception de l'unité familiale qui existe actuellement dans certains milieux de bourgeoisie et dans le domaine de l'industrie. Il est des manufacturiers qui, ne voulant pas de la fragmentation de la propriété familiale, s'arrangent pour en assurer l'indivision. Le père de famille avant de mourir met son affaire en société entre ses enfants ou plutôt avec ses enfants. Il stipule dans l'acte, qu'après sa mort, la société continuera avec tous les enfants sans pouvoir se rompre en dehors de certaines causes que la justice appréciera. Il met son usine en actions, il lui imprime une durée illimitée.

Dans ce régime, la famille trouve une garantie contre la destruction économique du bien ; en se groupant autour d'un centre de souvenirs, ses membres ont ravivé un esprit fertile et fécond, réagi contre l'action misérable de la destruction du temps.

La loi de 1894 complétée par celle de 1906 sur les habitations à bon marché et la loi du 10 avril 1898 pour les champs et jardins d'une superficie d'un hectare ou moins est une brèche au principe que nul n'est tenu de demeurer dans l'indivision. Il suffit que le conjoint survivant désire que l'indivision se maintienne pour la maison ou pour le domaine, il suffit que l'un des héritiers fasse la même demande pour que la liquidation soit entravée et que le maintien

du régime d'indivision s'impose pendant un délai de cinq ans ; ces cinq ans peuvent être même prolongés car l'état d'indivision se perpétuera jusqu'à l'expiration de la cinquième année qui suivra la majorité de l'aîné des enfants.

Puisqu'une telle mesure est déclarée bonne et nécessaire, pourquoi la restreindre à certains immeubles et ne pas l'étendre à toutes les successions ?

Il y a, enfin, un dernier reproche qu'on peut adresser au Code civil.

La quotité disponible ne devrait pas varier ni diminuer suivant le nombre des enfants. La quotité disponible, c'est la part de biens dont un père peut disposer en la plaçant sur la tête soit d'un étranger, soit d'un de ses enfants, de celui qui, à ses yeux, représente le mieux sa personne et son travail.

Cette quotité disponible devrait être fixe, elle ne devrait pas décroître à mesure que la famille augmente.

Lorsqu'un père de famille a trois enfants ou davantage, il ne peut disposer que du quart, il ne peut donner par préciput que le quart à l'un de ses enfants. C'est insuffisant pour arriver à lutter et à réagir contre la destruction du domaine familial.

La loi dit au père de famille qu'un enfant de plus, c'est le droit pour lui de disposer d'une fraction de patrimoine en moins. C'est le contraire qui devrait

être. Ainsi l'augmentation de la famille qui devrait être pour elle une source de richesse est d'après notre Code, une source de faiblesse; car tout enfant qui naît, naît créancier de son père et on comprend que celui-ci songe à avoir le moins de créanciers possible.

Il y a, enfin, dans le Code civil, une disposition, non moins critiquable. Le Code prohibe ce qu'on appelle les pactes « sur succession future ». Ainsi, un père, lorsqu'il marie et dote sa fille, ne peut pas l'exclure de sa succession. La dot sera ou ne sera pas rapportée à la succession après le décès, cela dépend des arrangements intervenus; mais, en tous cas, la fille aura le droit de concourir avec ses frères à l'ensemble de l'héritage.

C'est là une disposition fâcheuse.

La Normandie, par exemple, pratiquait, dans l'Ancien Régime, la renonciation des filles à la succession. Remarquons, en passant, que c'est une des provinces les plus attaquées, aujourd'hui, par la restriction volontaire de la natalité. Si cette règle reparaisait, la Normandie n'arriverait-elle pas à revoir cette population nombreuse qu'elle possédait autrefois.

Après tout, le père a fait pour sa fille tout ce qu'il devait en la dotant : s'il doit apparaître après le décès, d'après l'inventaire des biens, que la fille n'a pas obtenu complètement sa part de réserve, on conçoit à la rigueur qu'elle en demande le complément.

Mais la loi va beaucoup plus loin : elle permet à la fille de venir en concours avec ses frères dans le partage de la succession, en dépit de la clause du contrat de mariage par laquelle elle a déclaré renoncer à y produire éventuellement.

Comment veut-on dans ces conditions que le père de famille puisse résister à cette mise en coupe du patrimoine, si la loi ne tient aucun compte que sa fille a considéré la succession quitte de toute charge nouvelle envers elle, moyennant la conservation de la dot qui lui a été faite ?

Après la critique du partage forcé, Le Play n'a pas négligé de montrer les entraves que la procédure apporte à la propriété familiale.

En maints endroits de son œuvre, il dénonce avec une inflexible rigueur, cette « armée d'officiers publics intéressés à la ruine des familles (1) » dont « les prébendes lucratives » et la « prépondérance est nuisible à la dignité de la nation » (2). Et il les considère comme les ennemis les plus redoutables de la propriété familiale et de la famille stable.

« Les gens d'affaires, dit-il, ont un intérêt direct à détruire l'entente des familles : ils s'ingénient donc à faire naître, chez les héritiers peu intelligents ou peu scrupuleux, des sentiments de cupidité. Ils s'assurent

1. *Organisation de la famille*, pages 81, 83, 181.

2. *Réforme sociale*, t. I, p. 263 et 267.

ainsi les profits des expertises contradictoires, des licitations et surtout des procès que provoque la pratique du Partage forcé. »

Nous avons dans l'arsenal de nos lois, a dit M. Taine, certains articles si favorables aux coquins qu'on les dirait rédigés par eux-mêmes.

En fait, la procédure a pour objet de faire des rentes aux officiers ministériels dont le monopole représente une propriété d'un genre spécial, cadeau de l'État, d'une valeur d'au moins un milliard.

Et pourtant, la plupart des formalités sont inutiles et frustratoires déclarent les juriconsultes et si on les supprimait la justice n'en serait que plus rapide, les conventions privées deviendraient plus promptes et plus sûres, mais du même coup les études de 2.677 avoués tomberaient à rien et 4.813 huissiers n'auraient plus qu'à se croiser les bras.

C'est donc pour subventionner ces agents en sous-ordre de la justice civile que l'État impose aux quarante millions de Français une contribution annuelle de trente millions pour frais de justice et de procédure et une taxe de superposition qu'on peut appeler: *l'impôt des honoraires*, et qui est au moins équivalente aux profits du Trésor, au total: soixante millions.

Et il n'est pas question des notaires, des greffiers et des commissaires-priseurs qu'on pourrait facile-

ment supprimer et dont l'intervention, souvent préjudiciable, est toujours coûteuse.

Le Play cite le cas de cette famille du Nivernais qui vivait convenablement tout entière sur un petit domaine rural de faible valeur (champ, chaumière, jardin) acquis au prix de vingt ans de travail et d'épargne. Le père meurt, il y a parmi les enfants un mineur. Il faut vendre, vendre à tout prix et à perte. Le partage s'impose. Quand tous les frais obligatoires qu'il entraîne ont été payés, il reste aux héritiers 17 fr. 50 pour la part de chacun d'eux. C'est ce que la loi française appelle protéger les petits.

Dans la monographie de la famille du Lavedan de 1869 à 1883, M. Cheysson nous a décrit la terreur du paysan pour l'homme de loi. — « Le Procès ! dit-il. Il faut entendre prononcer ce mot par les Mélouga avec une sorte de terreur mystérieuse pour comprendre l'ébranlement profond, le trouble immense que leur a causé cet assaut. Il semble que ce soit un fléau qui se serait abattu sur eux, comme la grêle, la peste ou l'incendie (1). »

En effet, « le partage forcé fait surgir entre les intéressés des procès ruineux et des haines ardentes ; il attribue à titre de frais et d'impôts la majeure partie de l'héritage au fisc et aux officiers ministériels. S'il s'agit d'enfants mineurs, le Code de pro-

1. *Organisation de la famille*, p. 235.

cédure, sous prétexte de les protéger, engloutit jusqu'au dernier centime de l'héritage (1). »

Enfin la transmission héréditaire du foyer familial est rendue impossible aux familles ouvrières ; dès qu'elles sont parvenues à acquérir par le travail et l'épargne une petite propriété, la loi les dépossède et les refoule brutalement dans le prolétariat. Ainsi, dans les ventes judiciaires d'immeubles adjugés 500 francs et moins, les frais absorbent la valeur des propriétés. Dans la Seine-Inférieure divers lots adjugés 500, 1.125, 50, 25 et 25 francs ont entraîné respectivement des frais de 1.056, 1.574, 935, 611 et 1.906 francs. On peut donc conclure avec M. Jules Brame « que les partages judiciaires font de plus nombreuses victimes que tous les fléaux réunis (2) ».

Inconvénients du Partage forcé.

Le partage forcé présente de nombreux inconvénients. Le droit de propriété et l'autorité paternelle y reçoivent la même atteinte, puisqu'il ôte au père la libre disposition de ses biens. « Le père n'a plus le pouvoir de conserver l'établissement qu'il a fondé, parce que tous ses enfants tirent de la loi le droit de s'en partager les lambeaux (3). »

1. *Organisation de la famille*, p. 283 et premier appendice.

2. Cité dans *L'Organisation de la famille*, p. 363. Jules Brame. *L'Héritage dévoré par le fisc et la procédure*.

3. *Réforme sociale*, t. I, p. 160.

Quant aux enfants, il les pousse à l'oisiveté et au vice, car, il confère à tous, chez les riches, le droit à la fortune que le privilège d'aînesse réservait pour un seul (1).

Mais il entraîne en outre une foule de maux qui lui sont propres.

1. « Le droit d'aînesse, disait Johnson, a l'avantage de ne faire qu'un sot par famille. »

Dans son livre sur *l'Éducation et la Société*, M. Paul des Rousiers raconte une anecdote très significative : « Je visitais un jour une brasserie de Boston, écrit-il, avec son propriétaire, un homme très hospitalier qui m'avait reçu quelque temps auparavant ; en traversant les ateliers de tonnellerie M. B. me dit : « Ne reconnaissez-vous pas quelqu'un ici ? » Je cherche et j'aperçois, en effet, sous la vareuse bleue de l'ouvrier, un de ses jeunes fils avec lequel j'avais diné le dimanche à la maison paternelle et qui m'avait paru un parfait gentleman, je m'avance pour lui serrer la main, mais il s'excuse en riant et me montre des doigts tout noirs, il venait de forger. M. B. m'explique que le garçon passe successivement par tous les ateliers différents, de manière à se mettre complètement au courant du travail qui s'exécute à la brasserie. Il accomplit sa tâche comme un simple ouvrier, puis, le soir venu, fait sa toilette et s'assied à la table de son père dans une élégante et confortable villa où il est entouré de luxe, (le père est dix fois millionnaire). » En France, les fils de brasseurs millionnaires rougissent de la brasserie paternelle et se font ronds de cuir, à moins qu'ils ne fassent des dettes en faisant la fête. Mais ces moyens manquent aux jeunes américains qui n'ont pas « d'espérances » à faire miroiter aux yeux des usuriers dans une république où la loi permet aux parents de disposer de leurs biens comme ils l'entendent.

Le père de famille prévoit que son œuvre ne lui survivra pas, que l'industrie ou le commerce qu'il a créé sera liquidé le lendemain de sa mort, que le champ qu'il a cultivé de ses mains sera vendu pour être partagé, sous forme d'argent, entre ses héritiers.

Il ne connaît plus le sentiment si doux et si fort, à la fois, qui inspira le vers charmant du poète :

« Mes arrière-neveux me devront cet ombrage. »

car vraisemblablement cet ombrage abriterait des étrangers.

Qu'arrive-t-il alors bien souvent ? C'est qu'il se décourage et ne plante pas. Rien de stable, rien de continu dans l'effort des générations. Du monument que chacune élève, la suivante ne recueille que les débris, tout est sans cesse à recommencer. Qui donc est entré sans mélancolie dans un magasin de bric-à-brac de la ville natale, a manié sans tremblement de vieux livres, de vieux bibelots dénués de signification visible, mais sur lesquels un instinct vague et douteux avertissait qu'avait dû se poser les doigts jaunes ou blancs d'aïeux mystérieux.

Il n'y a plus de traditions puisque la mort, en dispersant les familles, rompt le lien qui les attachait au sol ; plus d'initiatives, car chacun comptant sur la succession paternelle, le riche ne travaillera guère, et l'héritage, trop faible pour nourrir le pauvre, suffira souvent pour le détourner des entreprises lointai-

nes où il aurait trouvé la fortune. Les enfants bornent leur ambition à quelque sinécure bureaucratique et spéculent sur « les espérances » que leur fait entrevoir la mort impatiemment attendue de quelque parent à héritage.

Enfin, plus de colonisation, car comment un peuple s'y livrerait avec succès, s'il est, à la fois, dépourvu de fécondité, d'esprit de suite et d'initiative.

Qui a créé les admirables colonies françaises d'autrefois : Haïti, la Martinique, la Guadeloupe, l'Île de France, Bourbon ?

C'étaient des cadets de noblesse qu'animait l'esprit d'aventure et qui allaient chercher fortune aux « Îles » ; avec eux, partaient les jeunes paysans de leur village, les compagnons de leur enfance, habitués à avoir confiance en leur direction. Mais ces cadets ne partaient pas sans l'appui et les subsides de leurs riches familles.

Le Play constate que l'émigration a lieu sous tous les régimes de succession, mais dans des conditions très différentes suivant que les héritages se transmettent intégralement ou sont morcelés.

Au premier système correspond ce que Le Play appelle *l'émigration riche* ; au second, *l'émigration pauvre*.

L'émigration pauvre provient de ce que le bien paternel étant divisé, chaque famille vivant sur la

parcelle qui lui est échue n'en obtient pas la subsistance nécessaire, l'émigration devient alors inévitable, l'émigrant part sans argent, sans appui, c'est la misère au delà de la mère-patrie.

Dans le régime de la transmission intégrale, l'émigration n'est pas une conséquence du paupérisme, elle le prévient.

Comme nous venons de le voir, les émigrants s'en vont avec les ressources que leur procurent la partie de la famille que l'exploitation du domaine a retenue. C'est l'émigration riche et la fortune du colon est généralement assurée.

Le Play a exposé avec beaucoup de précision les résultats désastreux qu'a produits dans nos campagnes le régime du partage forcé.

Si l'héritage forme un tout qui ne se prête pas facilement à la division, tantôt le père essaiera de le transmettre à l'un de ses enfants, en indemnisant les autres comme il pourra : c'est alors la porte ouverte à d'interminables procès entre frères et sœurs ; tantôt l'héritage sera partagé quand même, mais il faudra multiplier en pure perte les bâtiments et les clôtures, plusieurs familles végéteront là où une seule aurait suffi pour l'exploitation du sol, et celle-ci retiendra sans profit des bras qui eussent pu s'employer plus fructueusement ailleurs.

« Les héritiers sont obligés d'élever sur leurs lots de nouvelles constructions. Le capital ainsi immobi-

lisé sans profit pour l'agriculture est habituellement obtenu par voie d'emprunt ; et c'est l'une des causes qui amènent la propagation simultanée du partage forcé et de l'hypothèque.

« Lorsque, pour éviter ces constructions ruineuses, les héritiers se partagent en nature l'habitation et ses dépendances, ils donnent sur un écueil encore plus dangereux. Les familles sont alors condamnées à une sorte de promiscuité, qui est, pour les personnes, une source permanente de désordres et de conflits. La division des vergers, des prés et des champs qui, à l'origine, avaient été adaptés aux besoins d'une seule famille, soumet également les intérêts à un enchevêtrement désastreux. Elle diminue la force productive du sol en multipliant les clôtures ; en provoquant la création de nouveaux chemins de service, elle frappe de stérilité une partie du sol (1). »

Dans le pays de Caux, où, par suite de la configuration des héritages, la division sera le plus souvent impossible, la vente s'impose et les petits propriétaires deviennent de simples fermiers.

« Le plateau fertile qui est connu sous le nom de « Pays de Caux », qui confine à la fois à la rive droite de la Seine et au rivage de la Manche, offre l'exemple d'une transformation de ce genre accomplie depuis l'époque de la Terreur.

1. *Réforme sociale*, T. II, p. 384, § 34: L'Agriculture.

« Ce plateau est couvert de petits et de moyens domaines dont le centre est occupé par la *Masure*. Celle-ci forme un ensemble indivisible dont l'importance correspond à celle des champs. Elle se compose des bâtiments d'exploitation et d'un potager annexés à un vaste verger herbu enclos d'une forte levée de terre surmontée d'une futaie. Ces domaines, mêlés à quelques grandes terres, sont encore constitués matériellement comme ils l'étaient au xvi^e siècle ; mais, dans leur constitution sociale, ils ont subi une profonde déchéance. A cette époque, en effet, ils étaient la propriété de petits nobles et de paysans qui les cultivaient de leurs propres mains et les transmettaient intégralement, avec l'appui de la Coutume de Normandie. Ce furent ces familles fécondes et énergiques qui colonisèrent le Canada, où leurs descendants conservent religieusement les mœurs que nous avons perdues. Ce furent elles également qui fournirent à nos autres colonies de l'Amérique et de l'Inde leurs meilleurs émigrants.

« La décadence du xviii^e siècle, en attirant à la Cour et dans les villes les plus riches propriétaires, y avait déjà multiplié les fermiers ; depuis la Révolution, le partage égal, contre lequel protestèrent vainement les députés de la Normandie, a étendu aux moindres domaines cette désorganisation de la propriété rurale.

« Les descendants des anciens propriétaires n'occupent plus maintenant qu'en qualité de fermiers le

sol possédé comme un titre de rente par les riches négociants qui exploitent sur la frontière de cette région, dans les villes de Rouen, Louviers, Elbeuf, Bolbec, du Havre, de Fécamp et Dieppe, l'industrie manufacturière et le commerce maritime (1). »

« Le pays de Caux nous offre donc, par sa triste expérience, les indications que nous devrions chercher partout avec plus de sollicitude. Il montre le danger de nos inventions révolutionnaires ; il nous éclaire à la fois sur l'ancienne prospérité et sur la souffrance présente de notre race ; enfin il nous enseigne les vrais moyens de salut. »

Le partage forcé affaiblit donc et finit par déposer totalement le petit propriétaire. Selon l'expression même de Le Play, il est un fléau pour l'échelle entière de la propriété ; mais c'est à l'échelon inférieur que le mal se fait surtout sentir (2).

Réformes à apporter au régime du partage forcé.

La jurisprudence, si elle suffit, la loi, s'il faut s'élever jusqu'à elle, doit interpréter ou modifier l'article 832 du Code civil qui s'applique avec une rigueur abusive dans le sens du morcellement des héritages.

1. *Réforme sociale*, t. I, p. 379 et suivantes.

2. *Organisation du travail*, p. 165.

Le nouveau régime successoral institué au profit des habitations à bon marché par l'article 8 de la loi du 30 novembre 1894 est une heureuse innovation, mais cet article est encore trop inconnu du public et il reste inappliqué par suite de la conspiration du silence organisée autour de lui.

Cette réforme est subordonnée à la révision de l'article 913 instituant le partage forcé.

Le Play a dit expressément qu'il groupait sous ce nom « les régimes de succession dans lesquels le propriétaire ayant de nombreux enfants dispose librement au moins de la moitié de son bien (1) ».

Il faudrait donc que la quotité disponible qui, suivant le nombre des enfants, varie aujourd'hui de la moitié au quart fût toujours de moitié comme elle l'est par exemple en Italie.

Car, au-dessous de cette fixation, le père n'ose plus tester de peur de léguer à ses enfants un procès en révision sous prétexte de lésion de plus d'un quart et il ne peut attacher par un avantage suffisant un de ses enfants à la continuation de son œuvre.

Les pères de famille usent rarement de la quotité disponible, tant ils en sentent l'inutilité.

Un père voudrait sauver à sa famille le petit domaine qu'il a pu constituer, l'établissement qu'il aura

1. *Réforme sociale*, t. I, p. 283.

créé par son travail, il aura beau le léguer à un de ses enfants, la maison n'en sera pas moins vendue, parce que le tribunal, d'office, s'il y a des mineurs, sinon à la requête de l'un des héritiers ou de leurs créanciers, ordonnera la vente pour faire des parts égales.

Le testament du père ne pourra donner à l'un qu'un peu plus, il n'empêchera pas la catastrophe.

C'est ce sentiment d'impuissance en présence d'une législation hostile à la liberté qui enserre partout les volontés, qui décourage les disposants et leur ôte toute initiative.

Nous protestons donc avec Le Play contre ce prétendu droit à l'héritage et contre cette règle d'égalité que la loi impose dans le partage.

Sur quoi repose cette égalité des enfants dans le partage des biens ? En quoi sont égaux les enfants d'une même famille ?

Ils ne sont égaux ni en force, ni en âge, ni en intelligence, ni en conduite, ni en santé. Que dire de l'égalité entre les filles et les garçons ? Entre l'homme et la femme, il n'y a pas d'égalité, l'homme n'est pas l'égal de la femme, ni la femme de l'homme.

L'être humain, comme le fait remarquer Le Play, ne se compose ni de l'homme, ni de la femme, mais de l'homme et de la femme intimement unis pour l'accomplissement du devoir social et du devoir d'humanité.

M. Delaire a dit que ce n'est pas l'égalité qui est la passion des Français, mais l'envie. Nous voulons des places distinctes pour les riches et pour les malheureux. Chez les protestants, riches et pauvres se marient devant la même bible et viennent à leur heure sous le même drap mortuaire ; en France, dans les cérémonies nuptiales et funéraires, quel contraste peu évangélique entre leur faste théâtral ou leur indécente simplicité. Quand on gratte un faux noble presque toujours on trouve que le grand'-père était régicide. En fait, selon la spirituelle remarque d'un américain, l'égalité pour un Français, c'est la possibilité d'être l'égal de ses supérieurs et le supérieur de ses égaux.

Signaler les inconvénients du partage forcé, c'est montrer en même temps les avantages de *la liberté testamentaire*.

Le Play groupait sous cette formule les divers systèmes successoraux où la quotité disponible n'est jamais inférieure à la moitié des biens.

La liberté de tester, réduite à cette proportion, figure dans les Codes de l'Allemagne et de l'Italie ; rien ne la limite en Angleterre, aux États-Unis et au Canada.

Si on l'envisage non pas isolément, mais entourée du noble cortège de coutumes et de pratiques qui la complètent partout où elle existe, on ne saurait méconnaître la puissante et salutaire influence qu'elle

exerce sur l'individu, sur la famille, sur les mœurs publiques, en un mot, sur l'ensemble de la vie sociale.

La liberté testamentaire, c'est la pleine expansion de la puissance et de l'autorité paternelle.

Le père de famille sait la responsabilité qui pèse sur lui et lorsque, pendant toute son existence, il aura par son travail fécondé son foyer, il se souviendra qu'il doit le défendre contre la désorganisation qui le menace au moment de la mort, et il écrira la loi de famille, il fera son testament. Lui seul connaît les aptitudes de chacun et son expérience peut lui faire entrevoir quel sera l'avenir. « Partout et dans tous les pays civilisés ou non, a dit Troplong, les désirs exprimés par le père à son moment suprême parlent plus haut aux enfants recueillis que toutes les lois de l'ordre civil. » D'après cette belle déclaration, la loi ne devrait-elle pas respecter la volonté paternelle exprimée par le testament.

Avantages de la Liberté testamentaire.

Le premier avantage est la constitution des familles nombreuses ; le père de famille, doublé d'un propriétaire jaloux de conserver l'intégralité de son domaine, ne craint plus d'avoir des enfants, puis-

qu'il ne sera plus forcé de leur partager son bien et pourra le transmettre au plus digne (1).

La vie du père qui peut en user ainsi est vouée tout entière au travail ; il n'est pas tenu de se retirer devant ses enfants ; le plus ordinairement, il associe l'un d'eux à son œuvre et le forme à la bonne culture du domaine par ses avis et par ses exemples.

Le sentiment de la responsabilité paternelle s'accroît et s'épure par là même ; le père se sent, par avance, l'auteur d'un testament où tous ses enfants seront justement nommés, son caractère en est ennobli et son autorité confirmée. « Il se sent constamment par la pensée en présence de la mort. »

Enfin, la propriété ne passe plus qu'en des mains dignes, puisque le père a désigné son successeur en connaissance de cause ; la justice distributive est sauvegardée au lieu d'être perpétuellement méconnue ; il ne suffit plus de naître le fils d'un père laborieux et habile pour donner au monde le spectacle de l'inutilité heureuse et de la sottise richement pourvue.

En tout cela, on pourrait se demander ce que Le Play fait des cadets de famille ; puisqu'il les veut nombreux, il semble qu'il doive se préoccuper de leur sort. Suivant le modèle de la famille stable, Le Play laisse

1. *Réforme sociale*, t. I, p. 191.

tous ces rejetons de la famille dans la famille elle-même, autour du père et de l'enfant héritier, jusqu'à leur établissement au dehors. Il entend qu'on leur assure une dot mobilière, et pour le cas où le goût du célibat les porterait à ne jamais quitter le toit familial, il veut qu'on les y garde affectueusement, presque pieusement, et comme autant de souvenirs des générations envolées ou disparues.

C'est ainsi que le bien de famille demeure, quoiqu'en ait pu dire Le Play lui-même, une sorte de communauté, une sorte de socialisme à mi-côte, également éloigné du collectivisme et de l'individualisme et dont la formule serait : « Il n'y a pas de bonheur complet en dehors de la propriété familiale. »

Objections contre la Liberté testamentaire.

De nombreuses objections s'élèvent contre la liberté testamentaire, Le Play ne les méconnaît pas.

Il y répond.

C'est d'abord au nom du droit des enfants qu'on l'attaque. Le père doit à tous, dit-on, les mêmes marques d'affection, les mêmes secours, il ne doit avoir qu'un désir : partager ses biens entre tous ses enfants.

Que les mêmes affections aillent, en principe, à tous les enfants, Le Play ne saurait le contester, mais il n'en fait pas un droit pour les enfants, il en

fait un devoir pour le père. Dire qu'en naissant, un enfant apporte un droit imprescriptible à l'héritage de son père, c'est enlever à la jeunesse l'amour du travail, de l'obéissance et de la vertu.

« C'est habituer la jeunesse riche à croire que la naissance lui donne le droit de jouir de tous les avantages sociaux, de vivre dans l'oisiveté et le vice et de se soustraire aux devoirs envers la famille et la société (1). » Et plus loin : « Un père ne blesse pas la justice, au contraire il lui rend hommage, lorsqu'il prive de son héritage un enfant vicieux. »

Sans doute et dans certains cas, la société doit, au nom de l'enfant, exiger quelque chose du père, mais ce ne sera pas une part de succession, ce sera une pension alimentaire.

Le Play nous rappelle ce mot de Montesquieu : « La loi naturelle ordonne aux pères de nourrir leurs enfants, mais elle ne les oblige pas de les faire héritiers. »

On a objecté l'argument du père indigne passant sa fortune, au détriment de sa famille légitime, dans les mains d'une concubine, d'une femme d'un second lit ou des enfants de celle-ci.

Nous répondrons que ce n'est pas par la voie directe du testament ou de la donation authentique que ce père indigne opère. Il a un moyen plus sûr

1. *Réforme sociale*, t. I, p. 199.

et plus facile d'arriver à ses fins, c'est de convertir en valeurs au porteur ses biens apparents.

Les réserves et les légitimes légales ne peuvent rien contre ces fraudes que favorise l'extrême mobilité des fortunes modernes.

C'est la théorie qui nie le droit de tester que soutenait Mirabeau dans l'écrit qui fut lu après sa mort à la Constituante ; il est vrai, qu'avant de mourir, le grand orateur avait pris soin de faire son testament, prouvant ainsi par sa conduite que ses paroles s'attaquaient à un droit auquel l'homme tient beaucoup.

Nous avons signalé, à la suite de Le Play, les avantages sociaux de la liberté de tester et répondu aux objections qu'on lui adressait. Nous pouvons conclure que Le Play considérait avant tout la liberté testamentaire comme le moyen d'opérer *la transmission intégrale* du bien de famille. « La liberté testamentaire, dit-il, rétablira en France les familles souches et les domaines agglomérés(1). »

Il estimait que pour atteindre ce but, elle devait être complétée par une loi *ab intestat* conforme aux dispositions que prescrit la coutume des familles stables telle que nous l'avons exposée plus haut.

L'observation montre effectivement qu'une loi *ab intestat*, qui établit l'égalité des partages, laissât-elle

1. *Réforme sociale*, t. I, p. 211.

intacte la liberté de tester, réagit invinciblement sur les mœurs en s'imposant à l'opinion publique comme le critérium du juste. Une telle loi aboutirait donc au même résultat que le Code civil. Il conviendrait d'ailleurs que les biens qui ne se lient pas à la transmission du domaine ou de l'atelier fussent, d'après la loi *ab intestat*, divisés par portions égales entre tous les enfants (1).

RAISONS ÉCONOMIQUES

Restriction de la Natalité.

Le Play n'a pas trop insisté sur les raisons économiques, fidèle à la défiance que lui inspire le développement de la richesse nationale, il ne s'est pas demandé si le partage forcé favorisait ou non la production et il a ignoré le classique parallèle entre la grande et la petite propriété.

La seule raison économique qu'il ait produite contre notre loi de succession, c'est qu'elle contribue à *la diminution de la natalité*, si toutefois elle n'en est pas la cause principale.

Le partage forcé compromet la famille stable qui assure la conservation de l'espèce en maintenant le foyer familial, la cellule perpétuellement reproductrice.

1. *Réforme sociale*, t. I, ch. XXIV § XXIII.

Sous couleur de subvenir au bonheur immédiat des individus, il brise le moule reproducteur, la famille incorporée au domaine.

A chaque génération, le partage forcé dissout l'œuvre familiale et fait de nous un peuple de déracinés.

Et comme l'instinct de l'homme est la conservation du foyer paternel, pour ne pas partager le bien, il n'a plus qu'un enfant.

L'homme ne peut pas se faire à la pensée que ce bien qu'il a constitué si péniblement soit à la merci de la mort et faute de pouvoir faire « l'enfant aîné » il fait « l'enfant unique ».

Le paysan propriétaire, surtout, désire conserver sa terre, et la transmettre à ses enfants, pour satisfaire à ce désir inhérent au cœur humain au lieu de recourir à des combinaisons testamentaires que la loi paralyse, il pratique l'unigéniture qu'aucun texte législatif ne peut empêcher.

« Une compétence directe de notre régime de partage forcé, dit Le Play, est la stérilité systématique des mariages. Après avoir conjuré par la recherche d'une dot le morcellement de la maison paternelle, le nouveau chef de famille devient naturellement enclin à alléger pour son fils le poids de la même épreuve : mais, en présence des prescriptions de la loi, il n'y a qu'un seul moyen d'atteindre ce but indiqué par la prévoyance, c'est de restreindre la postérité (1). »

1. *Réforme sociale*, t. 1, p. 185.

Aussi, beaucoup veulent ne pas avoir d'enfant ou en avoir très peu. Un jeune ménage, — surtout lorsqu'il n'est pas tout à fait riche ou tout à fait pauvre — voit beaucoup d'inconvénients à accroître le nombre de ses héritiers.

Si aux questions que pose M. le Maire s'ajoutait celle-ci : « Combien d'enfants désirez-vous ? » il obtiendrait des réponses lamentables. Quelques-uns diraient : « Pas d'enfants du tout. » Beaucoup : « Un enfant ou deux, mais pas davantage. » Ceux qui opineraient pour trois ou quatre étonneraient l'officier ministériel par leur audace et leur inexpérience.

A ce mal, on a cherché un remède et même des remèdes, mais il faut, au moins, que ce soient des remèdes qui guérissent. On a proposé le collectivisme, la socialisation des enfants. Le jour où les enfants appartiendront à l'État, les parents n'auront plus la charge de leur éducation et on verra se multiplier l'espèce d'une façon étonnante. — Quand les enfants ne seront plus à nous, il y aura une grève générale de la maternité.

Le seul remède efficace est comme le montre Le Play dans la réforme de nos lois successorales : « Les régimes de succession plus que les autres institutions civiles, dit-il, ont le pouvoir de rendre stériles ou fécondes la propriété et les familles de proprié-
taires ».

res. Cette influence se fait sentir en France plus qu'ailleurs (1). »

La moralité de Le Play relative à la natalité est inspirée ici encore par l'observation et elle semble se résumer dans quelques-uns des proverbes de son pays : la Normandie.

« Désir de roi : garçon et fille, le couple vaut mieux que la douzaine. » et cet autre dicton bien normand et que nous nous excusons de citer tant l'image qu'il évoque est suggestive : « C'est assez d'un veau pour l'herbage. »

Tout cela pour que la terre ne soit pas morcelée.

Cette raison a été mise en relief par notre compatriote Paul Harel dans son roman : *la Hanterie*.

Voici le début de ce petit livre où l'auteur nous présente le propriétaire père de famille :

« Vous n'avez qu'un fils, dit M^{me} Cudoye.

« Je n'en ai qu'un, répondit en se rengorgeant et en clignant de l'œil la Hanterie, maire de Sainte-Colombe.

« Et d'un geste circulaire, l'herbager mafflu affirma et limita la possession du vallon où ses bœufs rumaient.

« Onésime Beauplan, dit la Hanterie, s'était livré dans le mariage au calcul de la paternité réduite, les enfants lui apparaissent comme autant de charges

1. *Réforme sociale*, t. I, p. 160.

et les partages entre vifse omme autant de malheurs.

« La Hanterie n'avait qu'un objectif : l'héritier, qu'une haine ouverte : les héritiers ; qu'une grosse passion : l'herbe. »

Quant à la Normandie, dites-lui que la Providence bénit les familles nombreuses, elle vous fera cette réponse toute dépourvue de sentiments : « Bédame ! oui ; qu'elle les bénit, c'est ben possible ; mais pour sûr qu'elle ne les nourrit pas ! »

Aussi Le Play observe après Tocqueville que les pays où les lois sur le testament obligent en principe les parents à un partage égal entre leurs enfants sont tous en état d'instabilité ou de décadence.

« Des recherches persévérantes, poursuivies, avec le concours de mes amis, signalent les résultats, chaque jour plus funestes, que ce désordre entraîne pour toutes les classes de la société française : une enquête ouverte à ce sujet condamnerait avec évidence les idées systématiques qui président chez nous à la transmission des biens ; elle révélerait surtout les causes d'affaiblissement social que j'aurai l'occasion d'indiquer plus loin, en ce qui concerne le régime du travail, l'aptitude à coloniser et la défense du pays. Ceux même qui touchent peu ces grands intérêts publics ne peuvent désormais méconnaître la réaction funeste que la stérilité exerce sur le bonheur individuel (1). »

1. *Réforme sociale*, t. I, page 275.

En effet, partout où le chef de famille ne peut transmettre à son choix à l'un de ses descendants la maison paternelle tout entière, l'usine, l'affaire commerciale, le domaine agricole qu'il a créé ou reçu de ses pères apparaissent la division, l'affaiblissement des familles et plus tard l'avilissement des institutions.

Dans ces pays, les familles arrivent toujours, après peu de générations, à restreindre le nombre d'enfants, et en même temps, l'activité de chaque membre diminue, le groupement familial se désunit et se disperse, tandis que s'introduit l'immoralité ou du moins le relâchement des principes.

On voit que Le Play fonde cette importante remarque, comme avant lui l'avait fait Tocqueville, non sur des théories plus ou moins discutables, mais sur des faits tels qu'on les observe, par exemple, en France, depuis l'introduction du Code civil, dans les Indes anglaises pour les races conquises et en sens inverse en Angleterre, aux États-Unis, au Japon, qui jouissent de la pleine liberté testamentaire.

Et tant mieux, disent certains économistes, nous serons d'autant plus riches que nous serons moins nombreux, et ils rééditent ce mot connu : « Plutôt deux millions de Suisses prospères que cinq millions d'Irlandais misérables. »

C'est laconiquement résumée la théorie de Malthus qui, opposant la progression géométrique des nais-

sances à la progression arithmétique des subsistances, vouait l'espèce humaine à la famine sans autre recours que la limitation systématique de la natalité.

Et cet honnête clergyman, marié lui-même, père de famille et bien renté prêchait aux époux ce qu'il appelait : *the moral restraint*.

Cependant, ces économistes oublient que loin d'être une force pour une nation, la richesse est une faiblesse lorsqu'elle ne réunit pas autour d'elle des hommes pour la conserver, l'accroître et la défendre. C'est une enseigne tournée vers la rue pour attirer les voleurs. Est-ce que les peuples prolifiques et affamés n'ont pas toujours eu l'habitude de razzier leurs voisins sans défense ?

Et il est effrayant de constater que jamais autour de nos frontières la végétation humaine ne s'est montrée si touffue. Hormis nous, tout progresse et rien n'est plus inquiétant à lire que le chapitre consacré par M. Levasseur à l'équilibre politique et militaire des États européens.

En s'en tenant aux grandes puissances, l'Angleterre la France, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et depuis son unification, l'Italie, M. Levasseur fait voir que l'élément français constituait 38 % du total sous Louis XIV ; 25 % à la veille de la Révolution ; 21 % après Waterloo ; 15 % seulement en 1872 et vingt ans après 12 %. A l'heure présente, ce n'est même

plus 10 %. Dans ces dernières années, l'excédent des naissances sur les décès tend vers zéro avec une régularité mécanique.

C'est 84.000 en 1902; 73.000 en 1903; 57.000 en 1904; 37.000 en 1905; 27.000 en 1906. En 1907, non seulement nous arrivons à zéro, mais nous tombons au-dessous de zéro, car les décès l'emportent de 20.000 sur les naissances. Voici effectivement les chiffres de 1907 : décès 794.000, naissances 774.000.

774.000 naissances contre plus de deux millions de l'autre côté des Vosges.

Un professeur d'Outre-Rhin commentant cette situation unique en Europe, la jugeait sans bienveillance: « Plus de cercueils que de berceaux, disait-il, c'est le commencement de la fin: *finis Gallix*.

« Ainsi doivent disparaître, par leur propre faute, les peuples qui ont rompu avec les lois fondamentales de la vie. »

RAISONS HISTORIQUES

Les raisons historiques constituent plutôt une présomption qu'un argument véritable contre le partage forcé.

Lé Play a simplement exposé que cette institution a toujours été « une machine de guerre contre certaines classes de la société ».

Ne semble-t-il pas ressortir des leçons de l'histoire

que le partage forcé fut, de tout temps, le régime des classes conquises et des classes inférieures.

Il est considéré par les peuples les plus divers comme un moyen d'affaiblir la famille alors que la transmission intégrale ou la liberté testamentaire leur a paru l'indispensable condition de sa vigueur et de sa durée.

« Il est ordonné à un *çoudra*, (race de vaincus) dit la loi de Manou, d'épouser une fille de sa classe et non une autre. Tous les enfants qui naîtront d'elle devront avoir des parts égales, quand même il y aurait des centaines de fils. »

Dans la pensée des Brahmanès, la concentration des héritages est pour les familles des conquérants (aryas) une garantie de puissance et leur dissémination un principe de dépérissement pour celle des *çoudras*. (1)

L'idée que le partage forcé est un laminage qui désorganise d'abord et finalement détruit toutes les propriétés, petites, moyennes ou grandes, n'a été appliquée nulle part avec une logique plus brutale qu'en Irlande.

La Grande-Bretagne s'est réservée la liberté de

1. VIVIEN DE SAINT-MARTIN: *L'Inde, ses origines et ses antiquités*. Transformation sociale des Aryas Védiques. Cité par Le Play, dans la *Réforme sociale et l'Organisation de la famille*.

tester, mais elle a imposé le partage égal aux Irlandais pour les appauvrir et les ruiner.

En 1703, le Parlement édicta, au sujet des familles catholiques d'Irlande, la loi suivante : « Toute propriété dont un papiste est ou sera en possession, sera de la nature des *Gavelkind* (partage égal entre les fils conservé comme régime *ab intestat* par certains districts anglais). L'héritage en sera attribué à tous les fils de ce papiste par portions égales, et ne passera pas à l'aîné de ses fils... Mais, si le fils aîné de ce papiste est protestant, la propriété lui sera transmise conformément à la loi commune du royaume. »

Edmond Burke commente ainsi cette mesure :

« En premier lieu, par l'abolition du droit d'aînesse, peut-être à la première et certainement à la seconde génération, les familles des papistes, si respectables qu'elles soient, si considérable que soit leur fortune, seront certainement anéanties et réduites à l'indigence, sans aucun moyen de se relever par leur intelligence étant empêchées de conserver aucune sorte de propriété.

« En second lieu, cette loi supprime le droit de tester, qui a toujours été acquis aux petits propriétaires et dont les grands propriétaires sont également en possession depuis la loi 27 de Henri VIII (1). »

1. BURKE. *Œuvres complètes*, IV, p. 7. Londres, 1856. Cité par Le Play dans *l'Organisation de la Famille*.

Ce texte et ce commentaire sont significatifs.

C'est aussi dans une intention semblable que l'Angleterre a maintenu, en 1815, le régime du Code civil pour les Français de l'Ile Maurice, alors qu'elle faisait jouir les colons de la liberté de tester.

Enfin Le Play a exhumé une curieuse lettre de Napoléon I^{er} au roi de Naples, son frère, écrite du temps que cet illustre parvenu du népotisme commençait à méditer, devant la résistance de l'aristocratie italienne, sur les inconvénients et les dangers de l'esprit de famille.

« Mon frère, je veux avoir à Paris cent fortunes, toutes s'étant élevés avec le trône et restant seules considérables ; puisque ce ne sont que des fidéicommis, et que ce qui ne sera pas elle, par l'effet du Code civil, va se disséminer.

« Établissez le Code civil à Naples ; tout ce qui ne vous est pas attaché va se détruire alors en peu d'années, et ce que vous voulez conserver se consolidera. Voilà le grand avantage du Code civil. Il faut établir le Code civil chez vous ; il consolide votre puissance, puisque, par lui, tout ce qui n'est pas fidéicommis tombe, et qu'il ne reste plus de grandes maisons que celles que vous érigez en fiefs. C'est ce qui m'a fait prêcher un Code civil et m'a porté à l'établir (1). »

1. Lettre du 5 juin 1806 de Napoléon I^{er} au roi Joseph, t. 1, p. 275. Paris 1853. Cité par Le Play.

Au Congrès de Vienne — 1815 — le ministre des Affaires étrangères de la Grande-Bretagne, lord Castlereagh, ne comprenant pas que le maintien de la puissance de la France est un intérêt européen, insistait pour qu'on restreignît nos frontières du xvii^e siècle. Après s'être plaint avec amertume de n'avoir pu obtenir le démembrement de notre pays, tout à coup, il se ravisa et dit à son interlocuteur : « Après tout, les Français sont suffisamment affaiblis par leur régime de succession (1). »

De même, les hommes de la Révolution ont déclaré maintes fois que, pour dissoudre l'ancienne société, il fallait d'abord ruiner l'autorité des pères de famille, gardiens de traditions surannées.

« Parmi les moyens que l'aristocratie emploie pour détacher les hommes de la Révolution, l'un des plus puissants, celui qui réussit le mieux, c'est l'exhédération.

« C'est à nous de lui arracher cette arme, de faire un grand acte de justice, de donner de nouveaux amis à la liberté. Il faut atteindre l'aristocratie dans les tombeaux en déclarant nuls les testaments faits en haine de la Révolution. »

Cette formule de la raison d'État séduisit la Convention.

1. *Réforme sociale*, t. I, p. 180 et *Organisation de la famille*, p. 99.

Le décret du 7 mars 1793 fut enlevé de haute lutte. Il abolit radicalement la liberté de tester en ligne directe et décida que les descendants avaient un droit égal sur les biens de leurs ascendants.

Quand un pays tout entier se transforme en champ de bataille, les lois elles-mêmes deviennent les projectiles et comme les projectiles, ces lois de circonstance ont pour principal inconvénient de ne point toujours atteindre les personnes qu'elles visent.

Le décret du 27 mars ne devait pas échapper à ces déviations malencontreuses ; il visait les grandes fortunes, ce fut les petites qu'il frappa.

Cambacérès en faisait l'aveu en termes saississants :

« En décrétant l'égalité des partages dans les successions, vous avez voulu frapper les grandes fortunes, toutes dangereuses dans une République. Mais la loi étant générale, les petites propriétés ont été atteintes. »

« La loi du 7 mars, dit Le Play, jeta immédiatement un tel désordre dans les familles, que plusieurs membres de la Convention s'efforcèrent de la faire abroger (1). »

Ils échouèrent dans ce dessein, mais ils parvinrent à la modifier par la loi du 26 octobre 1793 qui établit le droit de disposition d'un dixième pour la succession directe et d'un sixième pour la succession collatérale.

1. *Réforme sociale*, t. I, p. 181.

Lorsqu'elle considéra le partage forcé comme avantageux au peuple et nuisible à la noblesse, la Convention se trompa.

Aucun mode de succession, dès qu'il s'étend à la société tout entière, n'est aristocratique ou démocratique par lui-même.

La seule manière de favoriser une classe aux dépens d'un autre est de la traiter différemment (1). C'est ce qu'avait compris Napoléon.

En 1803, Napoléon hésita un moment entre les conseils du bon sens et ceux de la raison d'État.

« La trop grande division des fortunes modiques, disait le bon sens, met fin nécessairement à leur existence, surtout si elle entraîne la vente de la maison paternelle qui en est pour ainsi dire le point central. »

Le point central de Napoléon, c'est la maison souche de Le Play,

Mais la raison d'État répondait dans la lettre au roi de Naples du 5 juin 1806.

Napoléon, qui s'y connaissait en engins de destruction a maintenu le régime du partage forcé comme un moyen de réduire à une perpétuelle impuissance toutes les familles que l'institution d'un majorat n'affermirait pas en les attachant à sa dynastie.

Tous ces textes sont curieux, sans doute, mais, encore une fois, ils constituent une présomption et non un argument.

1. *Réforme sociale*, t. I, p. 173.

CHAPITRE TROISIÈME

L'Autorité paternelle.

La famille repose sur l'union des affections et des efforts, quand cette union se rompt, la famille tombe en ruines. Un seul pouvoir est capable de la maintenir : l'autorité paternelle.

A la famille, il faut une direction, ce sera cette autorité, tour à tour dévolue au père ou au fils institué son représentant.

Entre l'État et l'individu surgit donc un pouvoir indestructible, « le plus nécessaire, le plus légitime des pouvoirs sociaux ».

C'est de la nature physique et morale de l'homme, de la femme et de l'enfant que ce pouvoir est né, ce n'est point la libre volonté des hommes ou la puissance de l'autorité qui a su l'organiser.

Cette autorité a une double origine.

« Le père a pour mission de continuer l'œuvre principale de la création en reproduisant le seul être qui ait le sentiment de l'ordre moral et qui s'élève à la

connaissance de Dieu, il est pour cela même investi de la plus haute fonction sociale (1). »

C'est de cette dignité que naît l'autorité paternelle, l'homme doit avoir pleine autorité sur ce qu'il a créé et il est en cela supérieur au souverain.

C'est donc de la nature même que le père la reçoit, au surplus toutes les religions la consacrent et le Décalogue la proclame formellement.

Le Play l'a encore justifiée par sa seule utilité en vue du bonheur familial; il semble, ici, avoir varié avec l'âge ou, si l'on veut, à mesure que sa doctrine se précisait et s'affermissait dans son esprit :

« Les parents, dit-il alors, sont conduits par une sorte d'instinct à s'appuyer sur une autorité plus haute qu'eux-mêmes et qui puisse être acceptée des enfants, sous la pression d'une crainte salutaire (2). »

Des sentiments d'affection réciproque achèvent de la fonder.

« L'autorité du père ne se fonde pas seulement sur la dignité créatrice et sur la protection accordée aux autres membres de la famille, elle repose encore sur l'amour paternel (3). »

Et : « L'amour paternel qui est la plus durable et la moins égoïste des affections humaines rend cette

1. *Réforme sociale*, t. I, ch. XXVII, § II.

2. *Constitution essentielle de l'Humanité*. Introduction, page 7.

3. *Réforme sociale*, t. I, p. 290.

autorité grave, scrupuleuse, difficile pour elle-même ; les sentiments filiaux contribuent à en alléger le poids (1). »

L'autorité du père s'appuie donc sur la loi physique et la loi morale ; elle n'a rien à attendre de la loi civile.

Mais il ne faut pas que cette dernière vienne par de mauvaises institutions la combattre et la diminuer. Il faut toujours en revenir à la belle image par laquelle Aristote prouvait la fausseté des théories platoniciennes : « De même, disait-il, que la douce saveur de quelques gouttes de miel se perdra dans une grande quantité d'eau, de même ces noms de père et de fils se perdront dans un État où il sera inutile que le père pense à son fils et le fils à son père. »

Quoi qu'il en soit d'ailleurs de son fondement, elle a une incontestable utilité et c'est sur quoi il convient d'insister après Le Play.

Cette utilité se manifeste à deux points de vue :

Le père dirige le développement économique de la famille et assure la perpétuité du foyer ; c'est lui, nous l'avons vu, qui choisit l'héritier du bien familial ; c'est lui qui dote les autres enfants sur les produits de l'épargne annuelle et s'occupe de leur trouver un établissement ; c'est lui, enfin, qui choisit l'épouse de l'héritier, « celle par qui sa race lui survivra. »

1. *Réforme sociale*, t. I, p. 382.

Le père élève les enfants ; c'est là, à la fois, sa plus haute, sa plus délicate, sa plus utile mission.

Le père a le redoutable devoir de former la génération future, d'entretenir et d'allumer dans l'âme de ses enfants le feu sacré du patriotisme, de la vertu, du dévouement et du sacrifice ; il est l'auxiliaire nécessaire de tous les semeurs de vérité et de moralité, il n'est pas un simple passant dans la vie ; ses leçons et ses exemples doivent lui survivre dans son foyer intégralement transmis.

Le Play combat, ici, les théories par lesquelles Jean-Jacques Rousseau érigeait en dogme la perfection originelle de l'humanité. Il cite le Contrat social : « L'homme est né libre, et partout il est dans les fers... La plus ancienne de toutes les sociétés est la famille : encore les enfants ne restent-ils liés au père qu'aussi longtemps qu'ils ont besoin de lui pour se conserver. Sitôt que ce besoin cesse, le lien naturel se dissout.

« Les enfants, exempts de l'obéissance qu'ils devaient au père ; le père, exempt des soins qu'ils devait aux enfants, rentrent tous également dans l'indépendance (1). »

« Jamais on n'a plus naïvement ravalé l'homme au niveau de la brute, dit Le Play. L'enfant, loin d'être

1. Jean-Jacques ROUSSEAU, *Du Contrat social*, Introduction des chapitres I et II.

libre en naissant, est, au contraire, dépendant de tout ce qui l'entoure. » (1).

Jean-Jacques Rousseau dans sa lettre à Christophe de Beaumont, archevêque de Paris, disait encore :

« Le principe fondamental de toute morale, sur lequel j'ai raisonné dans tous mes écrits..., est que l'homme est un être naturellement bon, aimant la justice et l'ordre ; qu'il n'y a point de perversité originelle dans le cœur humain, et que les premiers mouvements de la nature sont toujours droits. »

« Pour reconnaître la fausseté de cette doctrine, dit Le Play, il n'est pas nécessaire d'apprendre à gouverner les hommes : il suffit d'élever avec sollicitude ses propres enfants. Dans toute famille nombreuse, les parents ont occasion de constater, chez leurs enfants, que tous les germes de la perversité se développent en même temps que les premières inclinations de la nature (2). »

L'observation montre que les sociétés les plus avancées restent continuellement soumises à une invasion de « petits barbares » qui ramènent sans relâche tous les mauvais instincts de la nature humaine.

1. *Organisation de la famille*, p. 108, note .

2. *Organisation de la famille*, p. 109.

Le Play remarque que cette observation est très ancienne.

Saint Augustin avait noté que les petits enfants ressentent, avec une énergie croissant en proportion de leurs forces physiques : l'orgueil, l'envie, la haine et la colère. « La faiblesse des organes est innocente chez les enfants, dit-il, mais non pas leur âme. J'ai vu, j'ai vu moi-même un petit enfant dévoré par la jalousie : il ne parlait pas encore ; mais, tout pâle, il regardait d'un œil haineux son frère de lait. Est-ce innocence, chez un enfant, que de ne vouloir pas partager une source de lait, si abondante et même trop abondante, avec un enfant aussi faible que lui ? Non, cette innocence n'existe pas (1). »

Si les enfants sont abandonnés à leurs instincts naturels, ils tomberont donc dans la situation des races les plus sauvages.

Mais si les parents les soumettent à la discipline de l'éducation, s'ils domptent en eux l'ignorance native et le vice originel et si leurs efforts sont acceptés avec respect et obéissance, ils ne seront pas inférieurs à leurs devanciers.

Le respect et l'obéissance sont des sentiments qui ne sont pas naturels au cœur de l'enfant.

« L'esprit de rebellion commence à poindre avec les premières lueurs de l'intelligence : il cède rare-

1. Saint Augustin, I, VII, 19. Cité par Le Play.

ment à l'appel affectueux des parents, presque toujours il doit être une première fois réprimé par un châtiment qui donne à l'enfant l'idée de sa faiblesse.»

Et Le Play cite une lettre que le bon roi Henri IV écrivait à M^{me} de Montglat, gouvernante du Dauphin, et qui est tout un programme d'éducation :

« Je me plains de vous, de ce que vous ne m'avez pas mandé que vous aviez fouetté mon fils ; car je veux et vous commande de le fouetter toutes les fois qu'il fera l'opiniâtre et quelque chose de mal, sachant bien par moi-même qu'il n'y a rien au monde qui lui fasse plus de profit que cela : ce que je reconnais par expérience m'avoir profité ; car, étant de son âge, j'ai été fort fouetté. »

Le Play attachait donc une grande importance au problème de l'éducation ; il ne concevait pas qu'on pût l'assimiler à l'instruction et surtout à la demi-instruction ; il fut un des seuls parmi ses contemporains à ne pas confondre le chemin de l'école avec le chemin du bonheur.

Autant il a douté de l'instituteur public, autant il montre de confiance dans cet instituteur privé qu'est le père de famille, qu'il a revêtu par avance de toutes les vertus et qu'il croit par suite d'autant plus apte à les enseigner et à les faire renaître.

« Les hommes, a-t-on dit, ont des enfants qui ressemblent au fond de leur pensée », en effet, si l'instituteur et le professeur ont une influence sur l'esprit

de leur élève, ils en ont bien peu sur son cœur et celui-ci garde souvent et pour toujours l'influence qu'y ont laissé le père et la mère.

Le Play a donc nettement signalé la confusion dans les idées qui ont généralement cours sur l'éducation et l'instruction des enfants.

Cette confusion est la source d'un mal social apparent aujourd'hui, bien caché encore au moment où parut la *Réforme sociale*.

« On prétend, écrivait-il, façonner les instituteurs selon « la doctrine du progrès » et les substituer par voie de contrainte aux chefs de famille pour la direction intellectuelle et morale des enfants. Cette manière de voir repose sur une confusion d'idées et pousse jusqu'à l'erreur, l'exagération d'une vérité (1). »

Un grand orateur n'avait-il pas raison de s'écrier récemment : « La question de l'enseignement scolaire dans tous les pays, non pas seulement en France, mais je dirai dans tous les temps, n'a pas été uniquement une lutte de doctrines pédagogiques. Elle a toujours été une question sociale dans le vrai sens du mot (2). »

Le Play distingue dans l'instruction deux parties bien distinctes : l'enseignement scolaire et l'éducation sociale. Le premier est forcément limité, la se-

1. *Réforme sociale*, chapitre 47, § 1.

2. RIBOT. *Discours politiques*, I, p. 206.

conde se poursuit toute la vie. Le rôle de l'instituteur est surtout de se consacrer au premier, le père doit directement s'occuper de la seconde.

Aujourd'hui, l'État, en proclamant son droit à l'éducation n'a qu'un but : diminuer l'action et l'influence du père de famille.

« On est ordinairement le maître, dit Montesquieu, de donner à ses enfants ses connaissances ; on l'est encore plus de leur donner ses passions. Si cela n'arrive pas, c'est que ce qui a été fait dans la maison paternelle est détruit par les impressions du dehors (1). »

C'est là le sentiment que partage Le Play ; et pour être sûr que « les impressions du dehors » ne viendront pas combattre et détruire les effets des préceptes ou des exemples paternels, il demande que l'enfant sorte le moins possible du toit familial, qu'il aille à l'école, juste ce qu'il faut pour apprendre la lecture, l'écriture, un peu de calcul et il souhaite qu'il prenne au foyer le goût et l'habitude des principales vertus.

Et quelle est la vertu dont une famille heureuse pourrait ne pas offrir le modèle ?

Toutes les vertus sont choses de famille, au gré de Le Play, depuis le travail qui dompte la chair et affermit la volonté, jusqu'à la frugalité et la sobriété

1. *Esprit des lois*. Livre IV, chap. V.

« qui sont la vraie force des familles » (1) en passant par le respect qui rappelle à l'homme sa faiblesse originelle et incurable et qui le protège contre les sophismes et les séductions de l'individualisme.

Sainte-Beuve a écrit que Le Play avait relevé en France « la statue du respect » (2), je ne suis pas sûr qu'il y ait réussi, mais il est certain qu'il l'a voulu et qu'il a placé le respect au sommet de l'échelle des vertus sociales.

Or, on ne naît pas respectueux, on n'apprend pas le respect dans les livres qui marquent presque tous une révolte de la raison individuelle contre le sentiment ou, si l'on veut, le bon sens général; on devient respectueux au foyer paternel en se pliant à une contrainte et à une discipline d'autant plus pratiques et salutaires qu'elles sont appliquées par les êtres qu'on chérit le plus.

Là-dessus Le Play était plein de discours et qui, presque tous, avaient la mélancolie des regrets.

Tantôt, il vantait la politesse et le ton de cérémonie qui régnaient autrefois dans les familles et mettaient, dans les rapports de parents à enfants, tout autre chose que ce qu'y mettent aujourd'hui nos enfants gâtés; et il citait alors les études qu'un Suisse, ingénieux et savant, avait réunies sous ce titre déli-

1. *Organisation de la famille*, p. 35.

2. Sainte-Beuve. *Nouveaux Lundis*, t. IX, p. 61 et suivantes.

cieux : *La désolation de la Chrétienté par la substitution de la familiarité à la politesse* (1).

Tantôt, il opposait à la *coaction gouvernementale*, fort en honneur chez nous et qui a la prétention de prévenir ou de réprimer tous les écarts de l'individu, la *coaction paternelle* qui, jadis, suffisait à faire des lois une œuvre quasi superflue et de la police une institution pour rire.

« Rendre au père son autorité, dit-il, ce serait le mettre à même de rétablir de proche en proche avec le respect et l'obéissance dans la vie privée la paix sociale dans le gouvernement et dans l'État (2). »

L'autorité paternelle a deux ennemis à craindre : le scepticisme et la mauvaise organisation du régime successoral.

Le patrimoine, nous l'avons dit, doit être, aux mains du père, le moyen de réaliser la fin providentielle de la famille qui est d'assurer, avec la perpétuité de la race, le maintien de ses traditions.

Nous avons exposé au chapitre précédent les reproches que Le Play adresse au Code civil au sujet « de la faible part d'autorité qu'il a laissée au chef de famille » ; nous avons critiqué la loi du partage forcé qui paralyse entre les mains du père l'autorité dont il est détenteur.

1. Voir *Constitution essentielle de l'Humanité*, p. 39 note.

2. *Organisation de la famille*, p. 5.

Plus que jamais, il est nécessaire de remettre en honneur les idées de Le Play sur la liberté testamentaire.

La législation ne sape plus seulement l'autorité paternelle par le régime successoral, mais par d'autres lois : loi du 23 décembre 1874, qui met sous la surveillance de l'assistance publique tout enfant âgé de moins de deux ans, loi de 1882 qui limite le droit d'éducation du père, loi de 1889 organisant la déchéance de la puissance paternelle, du 20 juin 1896 qui restreint le droit du père de consentir au mariage de ses enfants.

Nous reconnaissons que ces dernières lois sont nées des circonstances, car « l'État doit intervenir chaque fois que la justice est violée et que la dignité humaine est en péril » ; mais toute cette législation née d'hier ne prouve-t-elle pas que l'autorité du père de famille diminue et s'en va, soit par la faute du législateur, soit à cause du scepticisme et de l'immoralité qui nous entourent.

Le scepticisme plonge les hommes dans le désordre moral ; la « bête humaine » après avoir brisé toutes les entraves qui enchaînent son instinct fait tous ses efforts pour anéantir la famille et l'autorité paternelle ; affolé de jouissance, elle réclame la destruction de ce qui s'oppose à la satisfaction de ses instincts les plus bas.

« Vivre ! celui qui saurait noter tout ce que con-

tient ce cri, cet hymne à la vie dans les sociétés qui finissent aurait résumé l'époque actuelle », disait un écrivain sincère et profond.

C'est bien ce cri qui secoue toute notre société et réveille tous les instincts. Toutes les bouches ne le poussent pas de la même façon : le travailleur déçu, le jette avec sa haine, le commun des hommes le murmure avec hypocrisie, le philosophe l'appelle le droit au bonheur, le littérateur le met en scène ; chez tous, c'est au fond le même sentiment. Ce n'est plus comme Platon au nom de l'intérêt général qu'on attaque la famille ; ce n'est plus comme Campanella dans le domaine de l'utopie qu'on cherche à la détruire ; c'est en exaltant les sentiments d'un individualisme égoïste et en attaquant l'autorité paternelle.

Comme le disait justement M. Glasson à l'Académie des Sciences morales : « Le mariage et l'autorité paternelle sont les deux assises sur lesquelles repose la famille. Tout acte, toute loi qui affaiblit l'un ou l'autre menace la famille.

Aussi Le Play, à côté du mal mal offre le remède dans « le retour au respect du père ».

En restaurant l'autorité paternelle, nous retrouverons la famille stable et prospère.

CHAPITRE QUATRIÈME

Le respect de la femme.

« La femme sage et pudique est la providence du foyer (1). » C'est par ces paroles, empruntées au *Livre des Proverbes*, que Le Play commence le chapitre de la *Réforme sociale* consacré à l'épouse et à la mère ; ce sont ces deux qualités qu'il exige d'elle pour assurer la fixité du foyer domestique.

On devine les développements que Le Play a pu donner à cette idée ; tous ne sont pas, comme on le pourrait croire, de pure rhétorique.

Plusieurs de ces idées ont, de nos jours, retrouvé une grande actualité et trois d'entre elles méritent qu'on s'y arrête.

La première est relative à la véritable indépendance et émancipation de la femme qui doit être une indépendance et une émancipation morales ; la seconde est relative au mariage que Le Play voudrait physi-

1. *Réforme sociale*, t. I, p. 165.

quement et moralement assorti ; la troisième est relative à la véritable place sociale de la femme qui est selon Le Play, le foyer domestique.

L'indépendance de la femme doit être une indépendance morale.

Le Play déclare par là, qu'il ne sert de rien de décréter l'égalité des sexes, le libre accès des femmes aux emplois, leur capacité politique ou civile, si, d'ailleurs, on n'a pas assuré, en fait, leur pouvoir de se défendre contre le vice et la ruse du séducteur.

Le Play a ainsi aperçu que la servitude réelle de la femme contemporaine était inscrite dans ce fameux article 340 du Code civil qui interdit la recherche de la paternité (1) ; et il réclamait une loi répressive des faits de séduction avec presque autant d'insistance qu'une loi rétablissant la succession intégrale.

« Toutes les forces, dit-il, qui s'emploient chez nous à faire le bien, devraient se concerter pour provoquer là-dessus une réforme (2). »

Ainsi que l'a constaté Le Play avec autant d'énergie que de vérité « la séduction qui, pendant le dernier siècle, n'appartenait guère qu'aux mœurs de la cour, s'est incessamment propagée dans la masse même de la nation. »

Quoique par essence le concubinage soit stérile, le

1. V. *Réforme sociale*, t. I, p. 369 et suivantes.

2. *Réforme sociale*, t. I, p. 374.

nombre des naissances illégitimes s'accroît sans cesse.

A Paris où Jules Simon a pu dire avec raison que « l'ouvrier fait de la débauche par système » les naissances illégitimes représentent le quart du chiffre total des naissances et parmi ces enfants illégitimes 78 % ne sont pas reconnus.

La plupart d'entre eux vivent dans l'abandon matériel et moral le plus effroyable.

L'inévitable résultat d'une telle législation, c'est la multiplicité des infanticides et des attentats par lesquels la victime se rend justice elle-même en frappant le coupable.

Si nous interrogeons les statistiques criminelles, nous constatons que les crimes et délits contre l'enfant ont quadruplé dans une période d'un demi-siècle.

Ce sont les avortements, les infanticides suivis d'acquittements dont il ne faut pas trop s'étonner, si l'on songe que, le plus souvent, la fille séduite, qui vient prendre place sur le banc des accusés, voit, en face d'elle, assis, tranquille et indifférent, sur le banc des témoins, le séducteur qui est le véritable coupable.

A cela, il convient d'ajouter, les crimes dits passionnels qu'encourage dans la plupart des cas un acquittement triomphal.

Le mal tient sans doute au régime de la grande industrie qui jette la jeune fille dans l'atelier et la

livre à ce qu'on a justement nommé le proxénétisme industriel.

Le mal est surtout dans nos lois pénales et civiles.

Les textes consistent en un petit nombre d'articles :

L'article 331 punit de la réclusion l'attentat à la pudeur sans violence.

Le Code de 1810 le laissait impuni quel que fût l'âge de la victime.

Le législateur de 1832 l'a frappé d'une peine dans le cas où il a été commis sur une enfant de moins de 11 ans.

Cette limite d'âge a été élevée à 13 ans lors de la réforme de 1863 et en présence de la progression effrayante des attentats de cette nature.

Mais au delà de l'âge de treize ans la loi ne protège plus la jeune fille, si ce n'est contre la violence et la force brutale. Elle estime, sans doute, comme l'orateur de 1810, qu'à partir de cet âge il s'agit d'une lutte à armes égales « dans laquelle il n'y a plus ni vainqueurs, ni vaincus ».

« Quand les atteintes portées au cœur peuvent être réciproques, disait le rapporteur du nouveau Code, comment distinguer le trait qui l'a blessé ? Comment reconnaître l'agresseur dans un combat où le vainqueur et le vaincu sont moins ennemis que complices (1). »

1. *Réforme sociale*, t. I, p. 282, note .

Il existe bien un article 334 qui punit d'un emprisonnement et d'une amende « quiconque a attenté aux mœurs en excitant, favorisant, ou facilitant habituellement la débauche ou la corruption de la jeunesse de l'un ou de l'autre sexe au-dessous de l'âge de 21 ans ».

Mais la jurisprudence a décidé que cet article 334 n'est pas applicable à la séduction personnelle et directe et qu'il n'atteint que le proxénétisme, c'est-à-dire l'acte d'un agent intermédiaire de débauche et corruption.

Restent les articles 354, 355 et 356 relatifs à l'enlèvement des mineurs.

Mais ainsi que l'a décidé la Cour de cassation (1), la loi suppose le fait matériel du détournement de la maison paternelle, il faut donc pour qu'il y ait crime ou délit que la jeune fille ait été détournée de cette maison ou du lieu où l'ont placée ceux à l'autorité desquels elle a été confiée.

C'est ainsi qu'il a été jugé que les dispositions de l'article 356 ne sont applicables ni au cas d'une jeune fille de 14 ans rencontrée dans la rue par un débauché et conduite par lui, sous un prétexte, dans un mauvais lieu d'où elle parvient à s'échapper (2) ; ni au cas d'une jeune fille mineure, rencontrée sur une

1. Arrêt du 22 juin 1872. (Dalloz, 72.1.207.)

2. Montpellier. 10 février 1846. (Dalloz, 47.2.5.)

promenade publique et emmenée par le séducteur dans sa maison où il abuse d'elle (1).

L'article 340 du Code civil a interdit la recherche de la paternité sous cette seule exception que dans le cas d'enlèvement, lorsque l'époque de cet enlèvement se rapportera à celle de la conception, le ravisseur pourra être, sur la demande des intéressés, déclaré père de l'enfant.

Ce n'est pas sans protestation que cette grave innovation a pris place dans nos lois, mais toutes les résistances vinrent se briser devant l'impérieuse volonté du Premier Consul dont l'opinion se résuma dans cette inflexible formule : « L'État n'a pas d'intérêt à ce que les bâtards soient reconnus. »

Ce n'est que sur l'insistance de Cambacérès et de Tronchet que l'exception fut introduite dans le premier paragraphe de l'article 340.

L'enlèvement dont parle l'article 340 ne peut s'entendre que d'un enlèvement consommé avec violence, de telle sorte que, en l'absence d'un fait de séquestration, la simple séduction ne rentre pas dans les prévisions de cet article.

C'est ce qu'a jugé la Cour de Bordeaux, le 3 juin 1885, dans le cas d'une enfant de 15 ans qui travaillait comme ouvrière dans un atelier et qu'un homme riche avait emmené clandestinement dans son châ-

1. Bastia., 5 juillet 1856. (Dalloz, 57.2.24.)

teau où il l'avait rendue mère. Cette exception est donc à peu près illusoire, et c'est avec raison que M. Béranger a qualifié ce régime d' « irresponsabilité du libertinage ».

Mais les juges s'efforcent de trouver une fissure dans des textes dont l'application littérale révolte leur conscience.

Si l'article 340 interdit la recherche de la paternité, il existe dans une autre partie du Code un article d'une portée générale. C'est l'article 1382 aux termes duquel tout fait de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer.

La fille séduite pourra invoquer cet article ; la séduction a causé un préjudice à la mère et à l'enfant, le séducteur doit être tenu de le réparer.

Seulement, comme l'article 340 ne doit pas rester à l'état de lettre morte, il faudra que l'enfant reste étranger au débat ; il n'en devra ni souffrir, ni profiter.

D'après cette jurisprudence, toutes les fois que des manœuvres dolosives ont été relevées à la charge du séducteur, des dommages-intérêts peuvent être accordés à la fille séduite.

Il en résulte que bien que dans notre droit les promesses du mariage soient nulles, un grand nombre d'arrêts considèrent ces promesses comme des manœuvres employées pour triompher de la résis-

tance de la jeune fille et décident, qu'en pareil cas, le séducteur doit réparation du préjudice causé par la grossesse et par la naissance de l'enfant.

Il peut arriver également, qu'après la séduction, des lettres ou des écrits privés émanés du séducteur contiennent l'engagement de réparer sa faute et de pourvoir aux besoins de l'enfant né de ses œuvres.

La jurisprudence reconnaît la validité d'un pareil engagement.

Rien n'est plus digne de respect que cette jurisprudence née d'une révolte de la conscience des magistrats contre l'application rigoureuse d'une loi détestable.

Mais si la femme peut, en invoquant l'article 1382 du Code civil, réclamer la réparation du préjudice qui lui a été causé et invoquer comme un des éléments de ce préjudice les charges qu'a entraînées pour elle la naissance d'un enfant, l'enfant lui-même ne peut réclamer des aliments et aucune action ne lui sera ouverte si sa mère a succombé en lui donnant le jour.

Quel contraste entre notre législation et la loi britannique et comme Le Play nous le fait ressortir.

Ici, les Anglais ont maintenu l'inégalité des sexes et, comme il est juste, au détriment de l'homme.

L'honneur de la femme est placé par eux, au même titre que la faiblesse de l'enfant, sous la sauvegarde des tribunaux ; quiconque y attente est frappé avec une inexorable sévérité.

Le Play vante hautement « cette protection accordée par la loi aux femmes éloignées accidentellement du foyer domestique et privées par quelque événement imprévu de la protection de leur famille » (1) ; il loue « la législation et les mœurs qui protègent ainsi la fille du pauvre contre les passions du riche (2). »

Chez nous notre législation a porté ses fruits.

« Aucun père, dit Le Play, à moins d'y être contraint par une dure nécessité, n'ose confier sa fille à la foi publique. Dans les familles aisées, les filles restent, pour ainsi dire, cloîtrées au foyer domestique, en sorte qu'elles n'auraient aucun moyen de choisir un mari, alors même que ce choix ne devrait pas être entièrement subordonné à la question d'argent (3). »

Quant aux familles pauvres obligées de tirer parti des bras de leurs enfants, elles doivent exposer leurs filles à la corruption de la rue.

Et la séduction exercée sur les jeunes fille est chose habituelle et courante.

Les corrupteurs ne sont pas seulement les gens de la classe aisée, les employés et les ouvriers de fabrique, ce sont parfois les chefs d'industrie eux-

1. *Réforme sociale*, t. I, p. 281.

2. *Réforme sociale*, t. I, p. 282.

3. *Réforme sociale*, t. I, p. 283.

mêmes c'est-à-dire « ceux qui, selon les lois divines et humaines ont charge de l'ordre social » (1).

Tous sont encouragés par nos mœurs qui ne permettent pas aux gens de bien de protester sans encourir le ridicule.

Le Play remarque qu'une fois que les femmes ont dévié du droit chemin et qu'elles ont été soustraites aux bienfaisantes influences du foyer, elles ne tardent pas à dépasser les hommes en perversité et à devenir les auxiliaires les plus actifs de l'esprit du mal.

« A moins de recueillir, dit-il, comme je le fais depuis dix ans, les doléances des familles frappées dans leurs plus chers intérêts, on ne saurait soupçonner les désordres sociaux provoqués à Paris par quelques milliers de femmes qui s'y tiennent en rébellion ouverte contre les devoirs de leur sexe (2). »

Pas plus que le législateur n'a entendu Le Play sur ce point, les pères de famille ne semblent l'avoir écouté et compris sur la question des mariages.

« Les mariages doivent être assortis. »

C'est sans doute une vérité banale, si banale même que bien peu d'économistes ont fait à la morale l'honneur de la lui emprunter pour y insister et la développer ; mais c'est une vérité profonde, et à laquelle

1. *Réforme sociale*, t. I, p. 283.

2. *Réforme sociale*, t. I, p. 277.

Le Play donne, à la fois, toute sa précision et toute sa portée.

Toute sa portée, car il montre que, sans mariages assortis, il n'est point de famille, point d'éducation et point de bonheur social ; toute sa précision, car il a entendu par union assortie, non seulement celle qui est conforme aux exigences du monde ou de la coutume, mais bien plutôt celle qui satisfait les exigences physiologiques et psychologiques de la race et de la tradition.

« Que ne s'attache-t-on, dit-il avec esprit, à l'amélioration et au perfectionnement des races humaines avec autant de zèle que l'on en met à améliorer les animales. Les familles de l'Orient, qui possèdent les plus belles races de chevaux, conservent aussi avec un soin extrême leur propre généalogie ; elles en tiennent compte pour les unions à venir. Nos propriétaires étudient sans relâche le *studbook*, mais ils ne s'inquiètent nullement de savoir d'où est sorti leur grand-père, et quel sang coulera dans les veines de leurs petits enfants (1). »

Nous sourions en France à de telles assimilations entre l'animal et l'homme (2) ; au lieu d'écouter sem-

1. *Constitution essentielle de l'Humanité*. p. 83, note.

2. Voir aussi dans *Le Play d'après sa correspondance* par Ch. de Ribbe, les lettres où notre auteur s'étonne que son ami pense au reboisement des forêts, alors que les Français s'inquiètent si peu de la reconstitution des familles.

blable leçon, nous préférons faire du mariage une sorte de société commerciale en participation, et dont les divorces, tous les ans plus fréquents, marquent les nombreuses faillites; mais, c'est un des points où nous aurions le plus de profit à nous écarter des opinions admises pour suivre le sentiment de Le Play.

« La loi qui interdit le divorce, dit-il, comme celle qui érige le mariage en institution vénérable est un des solides fondements des mœurs d'une nation (1). »

Combien aussi nous aimons mieux la vieille balade de l'Île de France qui chantait ce qu'il y a de beauté grave dans l'irrévocable engagement des époux :

Enfin vous voilà donc,
Ma belle mariée ;
Enfin vous voilà donc
A votre époux liée ;
Avec un long fil d'or
Qui ne rompt qu'à la mort.

Mais nous avons changé tout cela.

Aujourd'hui nos théories sur l'union libre professées par les *romanciers* ont une grande influence sur les *législateurs*.

Des jurisconsultes éminents n'ont pas eu de peine à montrer que notre législation conjugale et familiale tendait à se rapprocher de l'union libre.

1. *Réforme sociale*, t. I, p. 286.

Il faut entendre par là qu'elle donne aux unions contractées en dehors du mariage des effets juridiques sans cesse grandissants : loi du 15 décembre 1894 abrogeant l'article 298 du Code civil et rendant possible dans tous les cas le mariage entre l'époux condamné pour adultère et son complice ; loi du 13 juillet 1907, abrégeant, en cas de divorce, le délai à l'expiration duquel le conjoint peut se remarier ; loi du 27 février 1908 permettant, au bout de trois ans, sur la demande de l'un des époux, de transformer la séparation de corps en divorce ; proposition de loi du 8 février 1907 tendant à rétablir le divorce par consentement mutuel ; loi du 25 mars 1896 permettant aux enfants naturels simples reconnus de venir à la succession de leur père et mère en qualité d'héritiers pour une part héréditaire beaucoup plus forte qu'autrefois et donnant aux parents la faculté de les gratifier d'une portion égale à celle des enfants légitimes ; loi du 7 novembre 1907 permettant la légitimation des enfants adultérins et incestueux par mariage subséquent de leurs auteurs, dans le cas où ils auront été désavoués par le mari de leur mère ou qu'ils seront nés plus de cent jours après le débat d'une procédure en divorce.

Pour que l'union libre soit substituée au mariage, il ne reste plus qu'à prendre deux mesures nouvelles : établir le divorce par la volonté d'un seul et assimiler tous les enfants aux enfants légitimes.

Or, le sens de ces réformes est conforme à l'orientation de notre législation. Il faudrait encore supprimer de notre Code pénal l'article considérant l'adultère comme un délit punissable, il y a d'ailleurs un projet de loi Meunié qui est en train d'aboutir.

Aussi, M. J. Renaud constate avec raison « la faille du mariage désormais remplacé par l'union libre ». Et M. Naquet affirme que si celle-ci était décrétée par le législateur « la mentalité générale n'exigerait pas plus de vingt ans pour s'y adapter. »

D'ailleurs à côté du droit au divorce, M. Renaud affirme avec beaucoup d'autres le droit à l'avortement.

La ligue de la régénération humaine se fonde pour hâter la propagation des pratiques malthusiennes.

Facilité par les progrès de la chirurgie, rarement découvert et traité sans rigueur par la justice qui prononce des acquittements dans la proportion de 42 % des poursuites intentées, l'avortement augmente dans des mesures effroyables.

Aussi, il n'y a plus de familles, plus d'enfants.

« La France s'en va faute d'enfants, s'écrie M. Buisson, dans sa *Morale sociale*, c'est la fin et de toutes la plus honteuse, la fin par égoïsme, par indignité de vivre. »

Le mot prophétique de Bonald se réalise : « Quand

l'Etat détruit la famille, la famille se venge et ruine l'Etat. »

Pour ce qui est de la véritable place de l'épouse, Le Play la met au foyer et non pas à l'atelier et à l'usine: « Tandis que le mari supporte la charge des devoirs publics et des labeurs professionnels, c'est à la femme qu'appartient le gouvernement du foyer. »

Il nous cite Villermé (1), un de ses plus dignes émules en économie sociale, il nous montre, d'après lui, les unions irrégulières se multipliant dans les milieux industriels, l'ouvrière perdant le goût et l'habitude du ménage, l'ouvrier prenant, de jour en jour, des habitudes de cabaret plus marquées et plus nombreuses, leurs enfants en train de former cette classe nouvelle et effrayante d'assistés que l'on appelle les *moralement abandonnés*.

Peut-être raisonne ici notre auteur que s'il pouvait la laisser au foyer et en faire une véritable épouse, l'ouvrier épouserait sa concubine et donnerait une mère à ses enfants; et sans doute aussi que, s'il avait un foyer, il délaisserait l'ivresse et l'oubli momentané qu'elle lui porte pour les joies pures et durables de la famille.

Ces joies, ici encore, Le Play ne se lasse pas de

1. Voir *Réforme sociale* et VILLERMÉ, Tableau de l'état physique et moral des ouvriers. *Passim*.

les décrire: « Le foyer domestique, dit-il, est un petit monde complet dont le gouvernement réclame toute la sollicitude de la mère de famille, tandis que le père porte au dehors toute son activité; cependant, cette activité ne saurait remplir toute la loi du père; le charme d'une vie bien réglée se trouve pour lui dans l'alternative des joies de la famille et des travaux de la profession; les citoyens accomplissent d'autant mieux leurs devoirs publics et privés qu'ils sont plus assurés de trouver au logis la distraction et le bien-être. C'est par là que la vertu, l'affection et l'intelligence de la femme réagissent de la manière la plus directe sur la prospérité et la grandeur de l'État. »

Et c'est par là aussi que Le Play voudrait voir la femme participer sinon aux honneurs, du moins à la considération publique.

Il cite avec éloge les considérants d'un décret impérial chinois qui confère la noblesse du sixième rang à la femme d'un fonctionnaire, auteur de services exceptionnels, « car, dit ce document, pendant qu'un bon employé remplit son devoir au dehors en s'exposant à toutes sortes de peines et de fatigues, une sage épouse se plaît à l'aider dans l'intérieur de la maison et à lui procurer un agréable repos » (1).

1. *Réforme sociale*, t. I, p. 359 et appendice. Document D.

La vraie place de la femme, pour Le Play, est donc au foyer domestique, à nul autre endroit son travail ne peut-être ni plus doux, ni plus rémunérateur.

L'homme doit par son travail gagner le pain du ménage, la femme aura assez fait quand elle aura organisé le foyer. La sagesse de nos pères le pensait ainsi : *Mulier sapiens aedificat domum*. La sagesse de la femme fait la gloire, la bonne renommée, la richesse de la maison.

Les époux sont deux associés, deux amis marchant dans la vie la main dans la main et s'efforçant par leurs conseils mutuels comme par leur mutuelle tendresse d'en aplanir les sentiers.

Le Play au nom des intérêts même de la famille et de la Société a dénoncé les idées « qui tendent à placer les deux sexes dans des conditions d'égalité ».

Il invoque l'esprit d'association, la division du travail pour persuader aux femmes de ne point demander leur admission aux fonctions civiles.

Le féminisme pratique ne consiste point à mettre la femme hors de son rôle, mais à l'y maintenir. Sans doute l'intelligence de la femme ne le cède en rien à celle de l'homme, même au point de vue des conceptions politiques.

La reine Victoria pour être née de l'autre côté de la Manche a dirigé le plus grand empire de l'uni-

vers ; chez nous, elle n'aurait pas même fait partie d'un simple conseil municipal.

Si Le Play ôte à la femme les droits politiques, c'est qu'il craint de l'éloigner du foyer : son royaume. C'est là seulement que la femme, comme élément social, comme agent de civilisation et de progrès peut s'égaliser à l'homme.

Tout ce qui affaiblit la famille et le foyer la blesse dans son intérêt le plus direct.

Le travail rétribué ne sera jamais pour elle qu'un gagne-pain précaire et toute la science des livres et des diplômes ne lui procurera jamais que des moyens d'influence fort inférieurs à ceux qu'elle eut trouvés dans la famille.

La femme savante est antipathique, nous n'avons pas changé sur ce point depuis Molière.

Quant au travail industriel de la femme mariée, quand il ne peut pas s'exercer au foyer domestique, c'est un mal social qu'il faut combattre.

C'est donc au sein de la famille que la femme exerce l'action morale par excellence. Fille, elle est la douceur, la joie du père fatigué de son rude labeur ; épouse, elle est la conseillère du mari, le soutenant dans les difficultés de la vie, partageant ses heures heureuses, le consolant dans les mauvaises ; elle exerce le plus haut des sacerdoces, elle a mieux à faire que de faire l'homme, elle a à faire des hommes. « Comme mère de famille, la femme contribue

autant que le père à transmettre aux enfants les qualités physiques, intellectuelles et morales de la race. »

Son rôle est même prépondérant dans l'œuvre commune de l'éducation ; c'est elle qui enseigne la langue maternelle qui imprime à chaque race « son trait le plus caractéristique ».

Mais l'action que la femme exerce n'est réellement efficace que chez les peuples qui tiennent en honneur la chasteté ; aussi les nations prospères s'appliquent à conserver cette vertu.

Le Play nous enseigne comment sera restauré en France le respect de la femme.

Il faut revenir à l'obéissance à la loi morale exprimée dans le décalogue qui prescrit « par trois commandements le respect dû au double caractère de la mère et de la femme ».

Il faut placer ces trois commandements au premier rang des devoirs sociaux et leur donner une sanction civile qui érige la séduction en délit et qui en fait exclusivement retomber sur l'homme la responsabilité.

On s'étonnera, peut-être, de voir un économiste du XIX^e siècle fonder la morale sociale sur le décalogue. Ici encore, Le Play n'a pas tort ; le vieux décalogue est toujours la loi des lois, le décalogue éternel sur lequel n'a de prise ni le temps, ni les lieux,

parce qu'il est en rapport avec le substratum permanent de l'humanité.

∴

Stabilité de la propriété, autorité du père, vertu de la mère, tels sont les trois éléments du bonheur familial qui est, nous le savons, l'image du bonheur social en raccourci, tels sont les trois caractères de la famille prospère et stable.

A la famille instable, née du partage forcé, Le Play substitue la famille stable fondée sur l'autorité paternelle et conservée par la liberté testamentaire.

Là, le père est un protecteur, un guide et un juge ; il assure le bien-être de la famille, protège et garantit sa vertu, veille à l'éducation des enfants et, en mourant, récompense les plus méritants.

La femme, épouse soumise et chaste, reste au foyer, y fait régner la confiance et la paix et ne demande en retour que d'être aimée et protégée. Fille, elle s'est contentée d'un trousseau et d'un léger pécule ; veuve, il lui suffit de conserver son rang social.

L'enfant s'instruit et grandit en se formant au commandement, à l'association et à l'obéissance.

Il ne réclame pas le partage du foyer parce qu'il est sacré, a abrité les vieux et l'a protégé lui-même ; sa part, du reste, serait infime et il préfère y renoncer pour que le foyer qu'il veut fonder lui-même soit respecté à sa mort.

Nous voudrions faire ici la synthèse des trois caractères de la famille stable que nous venons d'étudier, une sorte de tableau rapide et vivant, mais Le Play s'en est chargé et nous n'avons que l'embarras du choix parmi les multiples descriptions qu'il a données de ces familles qui « semblables à des oasis de prospérité (1) » s'offrent encore aux observations du voyageur dans quelques contrées de l'Europe et lui donnent l'impression d'arbres séculaires solidement enracinés dans un sol fertile et donnant autour d'eux d'abondants et vigoureux rejetons.

1. *Constitution essentielle de l'humanité*, p. 122.

CHAPITRE CINQUIEME

La législation actuelle, en France, pour la conservation du foyer.

Les théories de Le Play eurent une influence considérable sur ses contemporains et furent le point de départ d'un mouvement d'opinion en faveur de la famille et de la propriété.

La crise continuant à sévir, aussi intense que jamais, le spectacle des cultivateurs chassés de leurs terres par les saisies démontrait encore mieux la nécessité de protéger la petite propriété pour éviter la disparition complète de la famille.

C'est à quoi s'employèrent nombre d'économistes et de législateurs.

Les uns comme les autres se sont engagés dans la voie tracée par Frédéric Le Play. Si tous comme lui n'ont pas demandé le retour au système successoral de l'ancien régime, tous ont travaillé pour obtenir

un foyer stable à la famille, un foyer dont la jouissance, quoiqu'il arrive, lui restât assurée.

Les premiers projets datent de 1865 et 1867 ; ils émanent de l'initiative impériale.

Le Play venait de publier son fameux *État de Frais* où il montrait, par l'exemple d'un ouvrier propriétaire nivernais, comment les frais, dans les successions de mineurs, pouvaient en entier absorber l'épargne du vingt ans de labeur.

L'Empereur ému résolut de porter remède à ces maux. Une Commission se réunit au ministère de la Justice pour préparer une réforme du Code de procédure civile et elle demanda au Corps Législatif l'abrogation du partage forcé et en nature.

Ces projets n'aboutirent ni l'un ni l'autre. Celui de 1865 se heurta à la mauvaise volonté des légistes ; celui de 1867 qui autorisait le partage amiable des successions de mineurs avec la seule homologation du tribunal souleva tant de clameurs de la part des officiers ministériels qu'on fut obligé de le retirer.

Sans se décourager, Napoléon III ordonna, en 1866, l'ouverture d'une enquête, non plus dans les bureaux, mais parmi les agriculteurs, les commerçants et les industriels.

Ses résultats ne firent que confirmer les affirmations de Le Play. Aussi, dès 1870, conformément à la promesse impériale, M. Émile Ollivier, président du Conseil, présentait un nouveau projet au Corps

législatif où il proposait d'admettre la liberté des partages, qu'il y eût ou non un testament, qu'il s'agit de mineurs ou d'ascendants.

Mais la guerre franco-allemande éclata, le projet fut oublié. Il fut repris dès le 17 juin 1871 par M. Lucien Brun. L'Assemblée nationale le prit en considération. Mais, ce fut tout. Renvoyé au Conseil d'État le 23 décembre 1875, il y rencontra une opposition considérable et lorsqu'il revint au Parlement les événements politiques de 1877 en empêchèrent la discussion.

En 1879 et en 1881, le nouveau gouvernement présenta deux projets sur la diminution des frais de justice dans les partages entre mineurs ; ils aboutiront à la loi du 23 octobre 1884 qui réduit de un quart les émoluments des officiers ministériels dans les adjudications inférieures à 1.000 francs mais qui restitue les droits de timbre, d'enregistrement de greffe et d'hypothèque dans celles de 1.000 à 2.000 francs.

Ce fut seulement en 1891, en 1894 et en 1901 qu'on se décida à faire quelque chose pour la famille.

En 1891, le conjoint survivant reçut un droit d'usufruit sur le quart ou la moitié de la succession du prédécédé ; à défaut même de parents au degré successible et d'enfants naturels, il devait succéder à la propriété et pour le tout. (Loi du 9 mars 1891. Art. 767 du Code civil.

En 1901, en organisant la déduction des dettes

dans les successions, on réalisa une autre réforme. Mais cette amélioration devait entraîner au préjudice du Trésor des moins-values considérables ; aussi cette même loi du 25 février 1901 s'efforça de compenser ses pertes à l'aide de dispositions d'ordres divers. D'un côté, on demanda des ressources nouvelles à des élévations de tarifs : les droits de mutation par décès deviennent plus lourds et croissent progressivement avec l'importance des parts successorales (art. 8).

Les droits de donation sont aussi majorés, tout en restant proportionnels (art. 18). Enfin l'article 20 élève de 4 % à 8 % l'impôt direct exigible sur les lots payés aux créanciers et aux porteurs d'obligations.

En 1894, ce fut le tour des mineurs et du foyer familial lui-même avec la loi Siegfried.

Une des causes les plus fréquentes, en effet, de la désorganisation de la famille a toujours été l'instabilité des foyers.

La petite propriété, qui est la plus répandue, est aussi la plus menacée ; trop souvent elle passe d'un maître à l'autre, ne permettant pas à une souche de s'implanter, de se fortifier pour faire œuvre durable.

C'est pourquoi l'école de Le Play a toujours rêvé d'un état social où la famille serait moins exposée à se voir dépouillée du sol, pourrait se développer en toute sécurité et acquerrait cette force et cette vitalité qui font les nations prospères.

Les peuples qui ont fait figure dans l'histoire ont tous su réaliser l'union de la famille et du sol.

Le Play aimait à citer cette phrase du *Livre des Rois* :

« Le peuple de Juda et d'Israël vivait dans l'abondance et dans la joie, chacun sous sa vigne et son figuier. »

On lit dans les *Annales de la Chambre des députés* :

« La petite propriété est celle qui n'échappe point à l'action de la famille, qui comporte toujours cette action effective et immédiate, et qui n'est pas encore une propriété véritablement capitaliste c'est-à-dire tirant sa valeur de l'exploitation du travail des autres. Le seul but qu'il lui soit possible d'atteindre est l'entretien plus ou moins confortable de la famille et non une multiplication de moyens d'exploitation, une accumulation de capitaux » (1).

Or cette petite propriété, nous l'avons vu, souffre tout d'abord du partage égal des successions ordonné par le Code civil et spécialement de l'article 826.

La quotité disponible n'est pas un remède à la situation, la plupart du temps le cultivateur ou l'ouvrier meurt *intestat*, le rôle de cette quotité d'ailleurs fort minime dans la petite propriété est inca-

1. Séance du 6 novembre 1897, p. 270.

pable d'assurer à elle seule le maintien du foyer.

Nous avons vu aussi que si l'article 815 permet aux héritiers de suspendre le partage pendant cinq ans, l'article nécessite l'entente entre tous les cohéritiers, ce qui n'est pas facile à obtenir, et encore il ne fait que reculer la difficulté.

Ces atténuations du Code au morcellement immédiat et à l'égalité absolue des successions ne suffisent pas à sauver la petite propriété qui, se divisant, devient incapable de faire vivre celui qui la détient.

D'où, nécessité de l'emprunt consenti seulement sur hypothèque et les charges d'un tel emprunt sont d'autant plus lourdes que la propriété est plus petite et les risques courus plus considérables.

Une telle opération n'aura fatalement pour issue que la vente sur saisie et la ruine du foyer. C'est ce qui a fait dire si justement à M. Robert de la Sizeranne que dans ce cas l'hypothèque soutient le paysan comme la corde soutient le pendu.

C'est pour parer à ces éventualités que le législateur s'est en premier lieu occupé de la formation même du foyer familial, et avant d'assurer sa durée, il a voulu rendre sa fondation plus facile et ses garanties plus solides.

Loi du 30 novembre 1894.

En 1892, M. Siegfried déposait un projet de loi qui, le 30 novembre 1894, devenait loi sur les habi-

tations à bon marché. Cette loi facilite la construction des logements économiques pour la classe ouvrière ; elle organise un Conseil supérieur et des comités locaux pour favoriser ces constructions et stimuler l'initiative individuelle.

Elle permet aux sociétés de construction de trouver plus facilement des fonds auprès des établissements publics.

Les bureaux de bienfaisance, hospices, caisses d'épargne, caisses des dépôts et consignations sont autorisés à placer un cinquième de leur fortune personnelle dans les habitations à bon marché.

De grands avantages sont accordés pour les assurances sur la vie, temporaires ou à terme, permettant même de garantir l'exécution du contrat de vente par annuités au cas où l'acquéreur viendrait à décéder en cours de libération.

L'article 8 introduit une très importante modification au Code civil en matière de partage. « Lorsqu'une maison individuelle, construite dans les conditions édictées par la présente loi, figure dans une succession, et que cette maison est occupée, au moment du décès de l'acquéreur ou du constructeur, par le défunt, son conjoint ou l'un de ses enfants, il est dérogé au Code civil, ainsi qu'il est dit ci-après : si le défunt laisse des descendants, l'indivision peut être maintenue à la demande du conjoint ou de l'un des enfants pendant cinq ans à partir du décès.

Dans le cas où se trouveraient des mineurs parmi les descendants, l'indivision pourra être prolongée pendant cinq ans à partir de la majorité de l'ainé des mineurs, sans que sa durée totale puisse, à moins du consentement unanime, excéder dix ans. Si le défunt ne laisse pas de descendants, l'indivision pourra être maintenue pendant cinq ans à compter du décès, à la demande et en faveur de l'époux survivant, s'il en est co-propriétaire au moins pour moitié et s'il habite la maison au moment du décès. »

Pour tous ces cas, c'est le juge de paix qui prononce après avis de la famille.

La loi édicte encore que chacun des intéressés a le droit de reprendre la maison sur estimation ; pour cette reprise, l'héritier désigné par le *de cujus* a tout d'abord la préférence, puis l'époux survivant s'il est copropriétaire de la moitié au moins. Toutes choses étant égales, la majorité des intéressés décide ; mais s'il n'y a pas de majorité, on recourt à un tirage au sort.

Lorsqu'une contestation se produit sur l'estimation du bien, le comité des habitations à bon marché tranche la difficulté et sa décision est homologuée par le juge de paix qui dresse procès-verbal des opérations.

Ces maisons jouissent d'importantes exonérations d'impôts, leur vente même profite d'un régime spécial quant aux droits de mutation.

Grâce à ces nombreux avantages, le nombre des maisons à bon marché s'est considérablement accru dans la périphérie des villes.

Beaucoup d'ouvriers ont fui leurs appartements malsains des grandes maisons des faubourgs pour devenir locataires, puis propriétaires des nouvelles constructions.

Loi du 12 avril 1906.

La loi du 12 avril 1906 est venue compléter et renforcer les dispositions de la loi du 30 novembre 1894.

Ces deux lois sont assez semblables dans leur plan et leur inspiration générale pour qu'on puisse mesurer les progrès réalisés par la seconde sur la première.

La loi de 1894 disait que les comités départementaux *pourraient* être établis, la loi de 1896 que ces comités *seraient* établis.

Le désir d'assurer aux habitations à bon marché la protection la plus complète est donc évident.

La loi de 1906 accorde la faculté aux bureaux de bienfaisance et aux hospices d'acquérir des actions en même temps que des obligations et elle autorise la participation des communes et des départements. Constatons en passant que ces innovations n'ont pas réalisé un progrès bien sensible.

Que peut, en effet, représenter un cinquième du

patrimoine des bureaux de bienfaisance, des hospices et des hôpitaux, établissements pauvres entre tous et qui, en dehors de leurs immeubles, ne possèdent pour la plupart que quelques maigres rentes léguées par de trop rares bienfaiteurs. Ce n'est pas eux qui pourront offrir un solide appui.

Quant aux départements et aux communes, ils sont plus souvent préoccupés d'emprunter que de placer des fonds.

Les caisses d'épargne ont entre les mains de telles ressources que leur collaboration pouvait être précieuse ; il n'en a rien été.

Quant à la caisse des dépôts et consignations, elle s'était absolument refusée, lors de la promulgation de la loi de 1894, à organiser un service de prêts. Elle n'a consenti à entrer dans cette voie que grâce à la création par M. Jules Siegfried, d'une société de crédit des habitations à bon marché interposée entre elle et les constructeurs.

Après avoir essayé d'amener aux sociétés de logements à bon marché des capitaux du dehors, il y avait un autre moyen d'améliorer leur situation financière, c'était de leur accorder des immunités fiscales, la loi l'a fait dans une certaine mesure.

Elles se réduisent aux exemptions suivantes :

1° Affranchissement de l'impôt des portes et fenêtres.

L'exemption accordée par la loi de 1894 — article 9

— pour une durée de cinq années seulement à partir de l'achèvement de la construction, l'est actuellement par l'article 9 de la nouvelle loi pour une durée de douze années. Mais, il faut remarquer qu'en vertu de l'article 8 de la loi du 3 frimaire an VII la même exemption profite à toutes les constructions quelconques pendant un délai de trois ans à compter de leur construction, ce qui réduit l'exemption de faveur faite aux maisons à bon marché répondant aux exigences de l'article 5 de la loi du 12 avril 1906 à une durée de neuf ans.

2° L'exemption de la taxe de main-morte.

Cet impôt qui est de 1 fr. 25 du principal de l'impôt foncier est destiné à remplacer les droits de transmission entre vifs et par décès qui ne seraient pas acquittés par les sociétés anonymes dont la personnalité ne meurt pas.

3° L'exemption relative aux frais de timbre et d'enregistrement dont bénéficient les actes nécessaires à la constitution ou à la dissolution des sociétés de construction, de même que les pouvoirs en vue des représentations aux assemblées générales de ces sociétés.

4° L'exonération du droit de timbre pour les titres d'actions ou d'obligations des sociétés de construction.

5° Enfin l'exemption de la patente et de l'impôt sur le revenu attribué aux actions, parts d'intérêts ou obligations de ces mêmes sociétés.

A constater ces résultats, il semble que le législateur ait agi avec la préoccupation de donner à sa réforme un caractère libéral, sans compromettre sérieusement les intérêts du fisc.

Pour jouir du bénéfice de la loi, l'habitation doit être salubre et ne pas dépasser une certaine valeur locative dont le taux varie suivant la population de la commune.

Sur ces deux points au moins, la loi nouvelle donne satisfaction aux vœux émis par les projets de MM. Holz et Strauss et apporte des améliorations inspirées de préoccupations libérales au régime de la loi de 1894.

Elle accorde un régime de faveur aux communes situées dans la banlieue de Paris où pourront être établies des constructions à bon marché, destinées à recevoir le trop plein de la population parisienne, en élevant à 400 francs, sans prendre en considération le nombre même des habitants de la commune, le chiffre des loyers qui pourront bénéficier des exceptions contenues dans la loi ; elle élève assez généralement le taux de ces loyers pour toutes les communes de France. Elle autorise les établissements de bienfaisance, hospices et caisses d'épargne à souscrire non plus seulement des obligations des sociétés de construction, mais aussi des actions, à condition toutefois qu'elles soient entièrement libérées.

Elle admet, au bénéfice du régime de faveur qu'elle

crée, non plus seulement les sociétés qui ont pour objet la construction des maisons neuves, mais encore celles qui ont pour but l'assainissement des maisons déjà existantes ou l'installation d'accessoires indispensables au maintien de la salubrité du logement, tels que des bains douches ou des jardins ouvriers dont la contenance ne doit pas dépasser 10 ares.

Et surtout, ce qui est plus important, elle permet aux communes et aux départements de traiter de gré à gré avec les sociétés de construction, de garantir jusqu'à concurrence de 3 % au maximum, le dividende de leurs actions.

Autant de réformes qui donnent une réponse affirmative à beaucoup de questions posées avant la promulgation de la loi et qui réalisent un incontestable progrès.

Loi du 10 avril 1908.

« Relative à la petite propriété et aux maisons à bon marché »

La législation sur les maisons à bon marché, on le voit, ne s'est formée que par à coups, par apports et retouches successives. Il faut remarquer que le titre même de cette dernière loi a son importance spéciale.

Ce qui a préoccupé surtout, ici, le législateur, ce n'est plus la propriété bâtie, mais la propriété non

bâtie, la terre. Sans doute, cette terre pourra être accompagnée d'une maison, mais nous sommes cette fois en présence d'une loi qui se distingue essentiellement des précédentes, en ce que c'est une loi rurale plutôt qu'urbaine; dans sa prévoyance sociale, elle se préoccupe plutôt du paysan que de l'ouvrier.

Sur ces points d'ailleurs, des critiques s'étaient produites contre la loi du 12 avril 1906.

Elle établissait, disait-on, une inégalité singulière entre ces deux fractions du prolétariat : celle de la ville et celle des champs.

Ce qui pouvait devenir un avantage appréciable pour l'ouvrier de ville était à peu près nul pour l'ouvrier agricole. C'est ainsi, par exemple, que la loi permettait d'avoir, en outre de la maison à bon marché, un jardin d'une superficie de cinq ou de dix ares au plus, suivant certaines distinctions.

C'était appréciable pour l'ouvrier qui n'y cherchait qu'un supplément de salubrité, car si petit qu'il soit, le jardinet, en ville, a l'immense avantage de procurer un air pur et un lieu d'exercice pour les enfants.

Pour le paysan, au contraire, c'est peu de chose; ce qu'il désire surtout dans la possession de la terre, ce n'est pas l'hygiène, c'est le moyen d'obtenir chez soi, et presque gratuitement, les denrées les plus utiles à la subsistance. C'est aussi le plaisir de satisfaire ce goût de la terre, inné chez lui et qui est, pour lui, un des moyens les plus puissants de moralisation.

C'est dans cet état des esprits que le 19 novembre 1906, MM. Ribot et Siegfried déposèrent à la Chambre une proposition de loi. Dans l'exposé des motifs, il est constaté que les lois du 30 novembre 1894 et du 12 avril 1906 n'ont eu aucun effet dans les campagnes et que dans les villes même, ce n'est qu'une élite d'employés et d'ouvriers qui a pu en profiter. Les lois précédentes s'appliquaient aux jardins et non aux champs sans maison d'habitation, or, souvent on n'a pas le moyen d'acquérir les deux à la fois.

Enfin, l'étendue était réduite à 5 ares en cas de contiguïté et à 10 ares en cas de non contiguïté à l'habitation.

On proposait d'élargir ces concessions.

L'étendue serait désormais fixée au maximum de 25 ares dans tous les cas, seulement, il y aurait en même temps un maximum de prix d'achat qui serait de 1.200 francs.

On imposait une autre condition, le champ et le jardin devait être cultivé par l'acquéreur lui-même ou sa famille; le but était, en effet, non de permettre un gain pur et simple, mais un gain consistant dans la jouissance par soi-même avec l'économie qui en résulte : l'attachement au sol et à l'habitation rurale.

Ce maximum du prix d'achat semblait nécessaire aussi pour limiter cette faveur à ceux qui en auraient vraiment besoin.

La deuxième partie du projet visait la réduction

du taux des intérêts des prêts consentis par la caisse des dépôts et consignations aux sociétés de crédit pour la construction des maisons à bon marché et leur application à l'achat de champs ou de jardins.

Cet intérêt était de 3 fr. 25 % et de 3 % si le prêt était garanti par une assurance sur la vie. Le projet proposait de le réduire à 2 %.

Les principes essentiels de ce projet furent maintenus et votés sans discussion.

Le maximum de prix d'acquisition fut maintenu à 1.200 francs et le maximum de contenance définitivement fixé à un hectare.

La loi du 10 avril 1908 élargit pour tous les dispositions des deux premières lois en donnant un crédit plus facile, mieux distribué, mieux garanti et plus amplement favorisé par l'État.

Ces progrès sont donc incontestables, mais ils sont encore insuffisants et nous osons espérer qu'ils ne constituent qu'une étape nouvelle.

Dans le premier état, celui de la proposition et de la restriction à 25 ares, la loi n'aurait pu produire un effet sérieux ; avec l'admission faite du maximum d'un hectare, elle pourra devenir effective.

La condition d'exploiter par soi-même est très heureuse. La seconde partie de la loi est encourageante pour les bénéficiaires, car la perspective d'un emprunt au taux de 2 % est fort avantageuse, seulement quel sera le poids de cette mesure pour les finances

de l'État ? Mais l'obligation de contracter une assurance sur la vie est excellente comme garantie.

Cette garantie est double : il faudra avoir pu payer de ses propres deniers un cinquième au moins du prix, cela coupe court aux demandes soit des insolubles, soit des imprudents qui n'ont même pas de quoi commencer leur entreprise.

La seconde condition, c'est de passer un contrat d'assurance sur la vie avec la caisse nationale des assurances en cas de décès. Grâce à cette assurance, le prêteur est sûr d'être remboursé puisque le montant de l'assurance sera du prix entièrement redû ; d'autre part, ce qui n'est pas moins important, la veuve et les enfants ne perdront pas le bénéfice de l'achat.

Le but de rendre l'occupant propriétaire de son habitation qui est celui des lois de 1894 et de 1906 nous a toujours paru problématique quand il s'agit de l'ouvrier des villes qui, changeant d'usine ou d'atelier n'a pas toujours intérêt à conserver sa demeure actuelle, mais il en est tout autrement de l'ouvrier agricole.

Loi du 12 juillet 1909.

Enfin, la loi du 12 juillet 1909 sur l'institution du bien de famille vint compléter les lois sur les habi-

tations à bon marché et réaliser l'union durable du propriétaire avec le sol.

Les lois sur les habitations à bon marché permettent à la famille l'acquisition de la petite propriété, la loi du 12 juillet 1909 lui en assure la conservation.

Le bien de famille créé par la loi du 12 juillet 1909 consiste dans la formation d'une habitation familiale déclarée insaisissable par le chef de famille c'est-à-dire mise hors de l'atteinte du créancier ou de l'huissier.

Le législateur a voulu conserver un asile à la famille, la fixer à jamais au sol, consolider les liens qui unissent tous ses membres et, en ce qui concerne les classes rurales, unir étroitement père mère et enfants d'une même famille au domaine qui leur fournit le travail et la nourriture.

Mais le but essentiel de l'établissement du bien de famille, c'est de fixer définitivement les familles rurales dans leur commune.

Le foyer familial sera la réserve suprême de la famille en cas de débâcle. Car le malheur, les désastres, les fléaux du temps peuvent s'abattre sur le cultivateur, le réduire à la misère, lui faire perdre ses prés, ses champs, ses bois, fruits d'une longue économie. C'est à ce moment critique et douloureux qu'il trouvera consolation, sécurité et confiance dans l'institution du bien de famille.

Par cette institution, le groupe familial est sauvegardé. Pas d'exode à la ville, le foyer reste intact, le nid est garanti, les berceaux sont protégés.

La loi du 12 juillet 1909 assure ainsi la stabilité du foyer et la sécurité de la famille.

Quant à l'objection tirée de la garantie et du droit du créancier, rien de plus aisé que d'y répondre. La constitution du bien de famille est facultative, le crédit est par conséquent sauvegardé.

Si la constitution a lieu, une publicité suffisante la fait connaître à tous les citoyens d'une région. Les créanciers présents peuvent faire opposition, les créanciers futurs sont dûment avertis. Au surplus, il convient de rappeler ici le mot profond de Claudio Jannet : « La première créancière d'un homme, c'est la famille. »

A notre époque d'affaires intensives, il est urgent de rappeler au citoyen qu'il n'a pas le droit de spéculer aux dépens de la sécurité de sa femme et de ses enfants ; il est un droit de la famille qui prime ceux des créanciers, c'est le droit à la vie qui nécessite impérieusement des aliments et un abri.

Et en ce sens, la loi du bien de famille est plus large et plus logique que notre Code, non seulement elle admet que le débiteur ne doit pas être dépouillé de son lit et des quelques ressources qui assurent son existence, mais elle lui laisse un toit pour abriter les épaves de sa fortune, elle ne le jette pas bru-

talement dans la rue. C'est avec raison qu'on l'a appelée « le vêtement de pierre du débiteur ».

L'insaisissabilité du foyer est donc une des meilleures garanties de ce droit sacré de la famille.

Historique.

L'idée du bien de famille nous vient des États-Unis d'Amérique. Là, il porte le nom anglais de *homestead*.

La législation américaine a déclaré l'inviolabilité du *home* par la loi du *homestead exemption*.

Ce régime fit son apparition vers 1840 et ce fut d'abord l'État du Texas qui l'introduisit dans sa constitution. La Floride, l'Indiana, la Californie l'imitèrent. A l'heure actuelle, 38 États sur 44 ont adopté le *homestead*.

La superficie du terrain que la loi américaine accorde pour la protection du foyer familial varie entre 16 et 100 hectares.

L'idée de bien de famille apparut en France vers 1886. Le 1^{er} décembre de cette année, M. Fourdinier adressait au Sénat une pétition demandant de faire déclarer insaisissable par la loi tout domaine rural d'une contenance de 20 hectares au plus.

Cette pétition était signée par 350 agriculteurs de la région du Nord et de l'Est.

Le rapporteur du Sénat émit un avis favorable,

mais il déclara qu'il convenait de créer un courant d'opinion avant de légiférer. L'école de Le Play entreprit une campagne en faveur du bien de famille.

En 1887, la Société des agriculteurs de France émettait un vœu pour la protection de la petite propriété rurale.

De nombreuses sociétés d'agriculture entrèrent résolument dans ces vues.

La Réforme sociale, les Unions de la Paix sociale, la Société d'Économie sociale, la Société d'Économie politique étudièrent toutes des projets dans ce sens.

Des ligues se fondèrent pour propager ces idées, telles la Ligue du morcellisme, la Ligue française du coin de terre et du foyer.

L'Académie des sciences morales et politiques proposa comme sujet d'un de ses concours la question du *homestead*.

En 1894, les députés Lemire et Léveillé déposaient à la Chambre deux projets de loi sur la constitution du bien de famille.

M. Léveillé limitait sa contenance à une valeur maxima de 10.000 francs, M. Lemire à 8.000 francs, mais il y ajoutait l'exemption complète de l'impôt foncier.

Puis se succédèrent les projets directs ou indirects déposés par les députés Hubbard, de Mun, Siegfried, Léon Bourgeois, Vacher, Morillot, Martin, Dujardin-Beaumetz, Paul Lebaudy et Violette.

Tous ces députés, d'opinions diverses, s'accordaient à réclamer dans notre législation l'institution d'un bien de famille insaisissable. La Chambre prit en considération ces différentes propositions, elles furent soumises à l'examen de la Commission de l'Agriculture qui en adopta le principe fondamental ; mais la fin de la législature vint mettre obstacle à la solution de la question.

L'idée faisait son chemin.

Le 30 décembre 1903, M. Mougeot, ministre de l'Agriculture, soumettait au Conseil d'État un avant-projet de loi relatif au bien de famille. Le 31 janvier 1905, M. Ruau, ministre de l'Agriculture, déposait, à la Chambre des députés, au nom du gouvernement, un projet de loi sur la constitution et la conservation du bien de famille insaisissable.

Ce projet de loi modifié fut adopté par la Chambre le 12 juin 1906, puis voté avec modifications par le Sénat le 4 février 1909.

Il a reçu enfin l'approbation définitive et unanime du Parlement et il est devenu la loi du 12 juillet 1909.

Commentaire de la loi.

La loi du 12 juillet 1909 sur la constitution d'un bien de famille insaisissable renferme 21 articles ; elle comprend deux titres intitulés : Constitution d'un bien de famille et : Régime d'un bien de famille.

Constitution d'un bien de famille. — Il peut être constitué, au profit de toute famille, un bien insaisissable qui porte le nom de : Bien de famille.

Il faut remarquer que la loi dit « peut être constitué », la constitution est facultative. La législation du bien de famille reste conforme aux idées du jour ; on l'offre, on ne l'impose pas.

Cette constitution n'a lieu que par la volonté expresse de l'individu et l'existence du bien de famille est subordonnée à l'accomplissement des formalités essentielles.

Ce bien de famille peut être rural ou urbain, il comprendra nécessairement une maison.

Peut être constitué bien de famille insaisissable, soit une maison seule, soit une portion divisée de maison, soit à la fois une maison et des terres attenantes ou voisines.

On voit que l'usage existant dans certaines villes du midi, le bien peut être établi sur la propriété divisée d'un étage ou d'une partie de maison, mais il ne peut jamais être constitué sur un immeuble indivis, le tiers ou le quart d'un domaine.

La valeur maxima du bien de famille, y compris celle des cheptels et immeubles par destination, ne doit pas, lors de la fondation, dépasser 8.000 francs.

Si le bien est d'une valeur inférieure à 8.000 francs, il peut être porté à cette valeur au moyen d'acquisi-

tions qui sont soumises aux mêmes conditions et formalités que la fondation.

Si d'autre part, le bien, par le seul fait de la plus-value de l'immeuble constitué, dépasse 8.000 francs, il conserve en toute circonstance le bénéfice de la constitution du bien de famille.

Le Parlement n'a pas admis comme limite la plus-value maxima de 12.000 francs proposée par le Gouvernement.

Il ne peut être constitué plus d'un bien de famille par famille.

Tout citoyen français, majeur, marié, occupant une habitation familiale et en exploitant les dépendances peut rendre insaisissable sa propriété.

Mais le bien de famille ne pourra s'appliquer qu'à des immeubles entièrement dégagés de dettes et assurés contre les risques de l'incendie.

Ces principes généraux demandent quelques explications. La Constitution du bien de famille est faite, soit pour une autre famille, soit pour la sienne propre.

Toute personne capable de disposer, mariée ou célibataire, peut constituer un bien de famille au profit d'une autre famille.

La constitution d'un bien de famille pour sa propre famille peut être faite : 1° par le mari, 2° par la femme, 3° par le survivant des époux ou par l'époux divorcé, s'il existe des enfants mineurs, 4° par l'aïeul ou l'aïeule qui recueille ses petits-enfants orphelins

ou moralement abandonnés, 5° par le père ou la mère d'un enfant naturel reconnu, d'un enfant adopté, à condition qu'ils n'aient aucun descendant légitime.

Toutes ces personnes ci-dessus désignées peuvent faire la Constitution du bien de famille sur leurs biens personnels, selon leur seule volonté, sans l'autorisation du mari ou de justice.

De plus, le mari peut constituer le bien de famille sur les biens de la communauté, et aussi, avec le consentement de la femme, sur les biens qui appartiennent à celle-ci et dont il a l'administration.

Il faut remarquer que la constitution du bien ne peut porter sur un immeuble grevé d'un privilège ou d'une hypothèque, soit conventionnelle, soit judiciaire.

Quant aux hypothèques légales, si elles sont inscrites avant l'accomplissement final de toutes les formalités requises, elles ne font pas obstacle à cette constitution, mais elles conservent tous leurs effets.

Si l'inscription est prise après les formalités accomplies, cette inscription est valable comme mesure conservatoire, mais aucune poursuite ne peut être exercée tant que la constitution n'a pas pris fin.

L'exercice du droit de poursuite est suspendu jusqu'à la désaffectation du bien.

Quelles formalités faut-il accomplir pour constituer le bien de famille?

Quelles sont les règles de publicité? quelle procédure a édictée la loi?

Celui qui veut constituer un bien de famille doit, tout d'abord, faire dresser l'acte de constitution par un notaire.

Cet acte doit contenir : 1° la description détaillée de l'immeuble, 2° l'estimation de sa valeur, 3° les noms, prénoms, profession et domicile du constituant, 4° s'il y a lieu, les nom, prénoms profession et domicile du bénéficiaire de la constitution.

L'acte du notaire, une fois dressé, il en est rédigé un extrait sommaire qui est affiché pendant deux mois, au moyen de placards manuscrits à la justice de paix et à la mairie de la commune où les biens sont situés.

Un avis est, en outre, inséré, par deux fois, à quinze jours d'intervalle, dans un journal du département recevant les annonces légales.

A l'expiration de ce délai de deux mois, l'acte est soumis avec toutes les pièces justificatives à l'homologation du juge de paix. Il résulte de la discussion au Sénat que cette homologation, qui peut être précédée d'une expertise, est une décision judiciaire rendue en dernier ressort, par conséquent non susceptible d'appel.

Dans le mois qui suit l'homologation, l'acte de constitution doit être transcrit, à peine de nullité.

Cette transcription a paru nécessaire au législateur

pour prévenir, d'une manière permanente, les tiers intéressés auxquels aucun indice extérieur ne révèle l'immunité dont le bien de famille est désormais couvert. Pendant les deux mois de publicité, les créanciers hypothécaires et privilégiés sont admis à prendre utilement une inscription.

Quant aux créanciers chirographaires, ils peuvent former, en l'étude du notaire rédacteur de l'acte, opposition à la constitution du bien de famille : le juge de paix ne peut alors homologuer l'acte notarié à moins qu'il y ait retrait de l'inscription et levée de l'opposition.

Voilà donc le bien de famille constitué et rendu insaisissable. Ajoutons que cette constitution peut aussi se faire par testament ou par donation, mais ces actes restent soumis aux mêmes règles de publicité que l'acte notarié.

Le second paragraphe de l'article 1^{er} stipule enfin que les étrangers ne pourront jouir des prérogatives de cette loi qu'après avoir été autorisés à établir leur domicile en France, conformément à l'article 13 du Code civil.

Voilà donc toutes les formalités accomplies, pas d'opposition, le bien de famille est constitué et la famille jouit en paix de l'habitation et de ses dépendances.

Dans quelle situation va se trouver le propriétaire de ce bien à l'égard de la société?

Le bien de famille et ses fruits, en principe, sont insaisissables même en cas de faillite ou de liquidation judiciaire.

C'est la réserve intangible des membres de la famille, le législateur leur assure à tous, père, mère et enfants, le logement et la nourriture.

Cependant les fruits de ce bien pourront être saisis pour le paiement des dettes judiciaires et alimentaires, des impôts relatifs au bien et des primes d'assurance contre l'incendie.

La loi stipule aussi que le bien de famille ne pourra être hypothéqué, ni vendu à réméré.

Mais il peut être vendu en tout ou en partie par le propriétaire, sous cette réserve, d'obtenir, s'il est veuf et s'il a des enfants mineurs, l'autorisation du conseil de famille, ou bien, s'il est marié, le consentement formel de la femme donné devant le juge de paix.

Il est aussi permis de substituer un bien de famille à un autre ; toutefois, la constitution du premier bien est maintenue jusqu'à la constitution définitive du second.

A la mort de l'époux propriétaire du bien de famille, le juge de paix peut ordonner la prolongation de l'indivision jusqu'à la majorité du plus jeune enfant.

Au surplus, l'époux survivant a toujours par priorité la faculté de rachat, s'il est copropriétaire.

L'insaisissabilité subsiste après la dissolution du

mariage sans enfant au profit de l'époux survivant, s'il est propriétaire du bien.

En cas de destruction partielle ou totale du bien de famille ou en cas d'expropriation pour cause d'utilité publique, l'indemnité allouée sera versée à la caisse des dépôts et consignations pour demeurer affectée à la reconstitution du bien de famille ; on ne peut saisir cette indemnité pendant le délai d'un an à partir du jour du paiement.

Avantages de l'institution du Bien de famille.

L'exode des campagnes vers les villes continue à s'accroître. Les statistiques démontrent que dans l'espace des cinquante dernières années la population rurale a considérablement diminué.

Au début de cette période, elle représentait les 53 % de la population générale du pays ; trente ans après, ce n'était plus que les 45 %. La proportion a encore beaucoup baissé depuis.

C'est que la vie à la campagne devient de plus en plus difficile, la main-d'œuvre manque et coûte plus cher. La concurrence occasionne de grands frais et fait baisser les prix. Le paysan est obligé d'emprunter, il s'endette, il augmente ses charges.

Comme il ne peut plus faire face à ses engagements les hommes d'affaires surviennent qui jettent dehors soit le fermier mauvais payeur, soit le propriétaire

dont le bien est hypothéqué. Le bien de famille devient le meilleur remède qu'on peut appliquer au dépeuplement des campagnes.

Devenu propriétaire dans de meilleures conditions, certain de conserver sa demeure et sa terre sans crainte d'expropriation, le paysan ne pensera plus à quitter le village.

Les enfants grandis sous le toit paternel, parvenus à l'âge d'homme en cultivant les champs de la famille, aimeront la culture et ne désertent plus la charrue.

On ne verra plus si souvent, après la visite des huissiers, la femme et les enfants quitter la maison pour aller à la ville demander aux usines le travail et le pain.

La loi sur les habitations ouvrières donne au travailleur le moyen de se construire une maison, la loi sur le bien de famille rend possible et certaine la conservation de cette maison.

C'est une des meilleures armes forgées par les économistes modernes contre l'émigration vers les villes et le vagabondage sans cesse grandissant.

En fixant de la sorte sur le sol, la famille agricole, on accomplit d'abord une œuvre de haute portée morale et sociale, on rend aussi à l'agriculture un immense service.

Le petit propriétaire rural, certain de jouir en paix de ses terres et de sa maison cultivera avec plus d'ardeur et d'intelligence, il n'hésitera pas à intro-

duire chez lui des procédés nouveaux, des instruments perfectionnés, ses produits s'en ressentiront, l'aisance reviendra dans les campagnes.

L'influence de la nouvelle loi se fera sentir aussi dans les villes.

L'ouvrier sachant que le Code lui permet d'acquérir facilement et de conserver sa propriété procurera aux siens une maisonnette. Qui sait si l'argent, gaspillé autrefois chez le marchand de vins, ne trouvera pas là un placement fructueux.

Attirés par l'exemple, les camarades d'atelier tiendront, eux aussi, à avoir leur maison et on désertera les immeubles-casernes des faubourgs, vrais foyers de contamination physique et morale.

Vivant chez lui, ayant l'air et la lumière, occupant ses loisirs au jardinage, fréquentant moins le cabaret, l'ouvrier supportera mieux les fatigues de son métier, il ne sera plus exposé aux maladies d'épuisement ni disposé à recevoir tous les germes épidémiques ou contagieux.

Les hospices, les hôpitaux, ne seront plus encombrés; les frais énormes nécessités par ces établissements seront diminués d'autant.

De ce fait, les villes et les communes, ayant leurs charges sensiblement réduites, pourront appliquer à d'autres réformes sociales les fonds devenus disponibles.

Mais, surtout, les liens de famille se reserreront et

l'accomplissement des devoirs de chacun deviendra plus agréable et plus facile. On ne sera plus dispersé comme autrefois par l'ennui du logis et l'exiguïté du pauvre appartement ; on vivra plus ensemble et on aimera son chez soi. Il sera plus commode pour le père de surveiller l'éducation de ses enfants, de les garder auprès de lui afin de les préserver des dangers de la rue.

S'il y a de vieux parents dans le besoin, ils trouveront sous le toit de leurs enfants un refuge offert de bon cœur.

Aux jours de repos, c'est sur place que l'on prendra ses distractions, c'est au jardin qu'on se réunira pour passer les après-midi du dimanche ou les belles soirées d'été ; plus de sorties pour aller boire à l'auberge, plus d'occasions de gaspiller la paye.

L'unité morale qu'est la famille se trouvera fortifiée et par conséquent cette autre unité morale qu'est la patrie. En augmentant le nombre des petits propriétaires, on augmente le nombre des citoyens qui tiennent au maintien des institutions. Les partisans de l'ordre deviendront plus nombreux ; le sentiment du patriotisme s'affirmera plus vivace, car on aime davantage le pays dont on possède un lambeau.

En défendant le sol national, n'est-ce pas aussi son coin de terre que l'on défend ? N'est-ce pas dans cette possession d'une parcelle de la patrie que ré-

side la raison fondamentale du service militaire ?
Dans l'ancienne France, les nobles, possesseurs du sol, étaient seuls obligés de prendre les armes et autrefois on n'enrôlait pas les esclaves.

CONCLUSION

L'idée de la loi sur le bien de famille insaisissable a, sans doute, sa genèse dans les influences historiques et l'exemple des pays voisins; mais il convient de remarquer qu'elle date de cinquante ans à peine, époque ou précisément Le Play fondait son école.

Le Play a préconisé le bien de famille et s'il n'a pas connu cette institution, il est indéniable qu'elle est conforme aux principes qu'il a posés.

Autorité du père, usufruit et droit d'asile de la veuve, respect de l'intégrité du bien, tel est le principe de la loi nouvelle, telle est la doctrine de Le Play fortifiant la famille et rebâtissant la propriété.

Si Le Play n'a pas créé ce bien de famille, on ne peut lui dénier le mérite d'en avoir dégagé et modernisé l'idée.

Il a brisé le vieux cadre du Code et apporté à l'idée

prisonnière la lumière et la liberté ; ses disciples ont parfait le cadre nouveau.

A lui et à son école l'idée du bien de famille doit son succès.

Vu : le Président de la thèse

A. DESCHAMPS

Vu : le Doyen

P. CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :
le Vice-Recteur de l'Académie de Paris.

L. LIARD

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
CHAPITRE PREMIER. — La Famille stable.	7
CHAPITRE DEUXIÈME. — La propriété familiale.	14
Raisons que donne Le Play contre le maintien de notre régime successoral.	
<i>Raisons morales.</i>	33
Le partage forcé dans le Code civil	37
Inconvénients du partage forcé.	46
Réformes à apporter au régime du partage forcé .	53
Avantages de la liberté testamentaire.	57
Objections contre la liberté testamentaire	59
<i>Raisons économiques</i>	
Restriction de la natalité.	62
<i>Raisons historiques.</i>	69
CHAPITRE TROISIÈME. — L'autorité paternelle	76
CHAPITRE QUATRIÈME. — Le respect de la femme	89
CHAPITRE CINQUIÈME. — La législation actuelle, en France, pour la conservation du foyer	110
Loi du 30 novembre 1894	115
Loi du 12 avril 1906	118
Loi du 10 avril 1908	122

Loi du 12 juillet 1909	126
Historique	129
Commentaire de la loi	131
Avantages de l'institution du bien de famille . .	138
CONCLUSION	143

